

REGARD

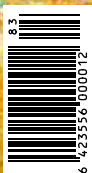
regard.ro



Regard 83

15 juin - 15 octobre 2018

18 lei



**LE NOUVEAU PNEU MICHELIN PRIMACY 4.
EN TOUTE SÉCURITÉ, NEUF COMME USÉ.**



Édito

Voter

La Roumanie est de nouveau face à une période délicate de sa jeune histoire démocratique. Dispose-t-elle des ressorts pour prendre le bon chemin ? Oui, elle l'a montré à plusieurs reprises, que ce soit dans la rue ou quand, contre toute attente, elle a élu un président d'origine allemande plutôt partisan d'un état de droit où chacun doit prendre ses responsabilités.

Mais il lui faut encore se rendre compte que faire de la politique, c'est faire de la démocratie. Dans l'absolu, certes, mais c'est bien de cela dont il s'agit. Et qu'être une femme ou un homme politique – ajoutons « modéré(e) » – veut dire s'impliquer pour un certain idéal de société démocratique.

Pendant très longtemps, en Roumanie, le pouvoir politique a été imposé à la population, il n'a pas émané d'elle. Il n'est donc pas surprenant qu'aujourd'hui encore, beaucoup de Roumains ont l'impression qu'on leur a imposé ceux qui les dirigent – sentiment que l'on retrouve dans bien d'autres pays. Il y aurait « eux » et « nous, le peuple ». Le moment est venu de faire le lien, de croire que ceux « d'en haut » peuvent parfaitement venir « d'ailleurs », qu'ils font aussi partie des gens. Désormais, des alternatives existent, peu, mais elles existent. Il suffit d'une chose : voter.

L+C

PS : D'habitude, je préfère écrire sur le temps qui passe, ou les oiseaux qui volent dans le ciel. Je ne suis pas amateur des commentaires. Mais la Roumanie me tient à cœur, et je me disais récemment qu'il serait dommage que certains continuent d'abuser de leur pouvoir. Je viens juste de l'exprimer, sans la prétention de penser que cela puisse avoir une quelconque influence.

RENCONTRE

Augustin Lazăr, procureur général de Roumanie / 5

SOCIÉTÉ

Murs en vie / 8

Bientôt dans le vent ? / 24

De quel côté ? / 30

GRAND REPORTAGE

Enfin, la mer / 41

HORS FRONTIÈRES

Un autre courant / 70

Sur le voisin / 75

Dessin de couverture : Georgian Constantin





L'impartial

Propos recueillis par Carmen Constantin
Photos : Mihai Barbu

Calme et souriant, avec un léger accent transylvain, Augustin Lazăr, procureur général de Roumanie, se montre plutôt optimiste quant à l'avenir de la justice dans le pays, et ce malgré les attaques qui visent le système judiciaire. Les magistrats sont des professionnels qui savent résister aux pressions, soutient fermement le procureur.

Regard : Que répondez-vous aux accusations de certains politiques qui affirment que des dossiers judiciaires seraient montés de toutes pièces ?

Augustin Lazăr : C'est un phénomène qui existe aussi ailleurs, cela s'appelle la judiciarisation de la vie publique. L'un des premiers à l'avoir décrite est un professeur du Collège de France, Pierre Rosanvallon, dans un livre publié en 2006. Que dit-il ? Que dans un monde complexe où les changements sont permanents, les personnalités publiques ont toujours plus de problèmes d'image, et préféreraient une démocratie à leur mesure plutôt qu'une démocratie de débats. Elles tendent alors à préférer des accusations frauduleuses contre ceux-là même qui les accusent.

Une technique de défense qui, en Roumanie, s'est révélée plutôt efficace pour ceux accusés de corruption...

Effectivement, d'autant que ces mêmes personnes disposent

souvent de ressources médiatiques importantes. Ceci étant, je voudrais insister sur le fait que les institutions judiciaires roumaines sont aujourd'hui tout à fait capables de répondre à ce genre de problèmes, elles ont la maturité suffisante et ce depuis bien avant l'adhésion à l'Union européenne. Aujourd'hui, les jeunes magistrats sortis de l'Institut national de la magistrature sont d'un très bon niveau, et ils savent parfaitement gérer les dossiers chauds, aussi dénommés « bombes » par les médias. D'ailleurs, ce terme de « bombe » est la plupart du temps exagéré, il s'agit souvent d'une étincelle médiatique de la part de quelqu'un qui a les ressources nécessaires pour attaquer quelqu'un d'autre via la presse. La mission de la justice et du ministère public est donc d'autant plus importante afin d'élucider où se cache la fraude, en toute indépendance et avec rigueur, avant éventuellement de renvoyer le dossier aux instances. J'ajouterai qu'un professionnel de la justice n'a aucune raison de se sentir sous pression ou de douter de lui-même quand il faut résoudre un dossier. Il

fait son travail et sait parfaitement gérer la pression, c'est tout.

Comment voyez-vous l'insistance du Parlement pour modifier les codes pénaux ?

Normalement, c'est au législateur et à la société civile qu'il revient de vérifier les critiques adressées au corps des magistrats, c'est aux experts qu'il revient d'intégrer les décisions de la Cour constitutionnelle ou les directives européennes. Mais ce n'est pas ce qui est en train de se passer. De façon surprenante, tout semble se précipiter via des commissions spéciales parlementaires, où certaines personnes font des propositions peu convaincantes, soi-disant pour le bien de la justice, mais il n'en est rien. Ils sont très procéduriers, leur intention est de donner l'impression que la justice travaille, mais en fait le système judiciaire n'a plus la capacité d'identifier clairement les auteurs de faits graves. C'est pourquoi la Roumanie est souvent visée par la Cour européenne des droits de l'homme. Sur le prétexte de

protéger les droits des coupables, on bafoue les droits des victimes.

Vous-même ressentez-vous de la pression face à cette avalanche de modifications législatives ?

Cela fait plus de trente ans que je suis magistrat, ce n'est pas maintenant, en tant que procureur général, que je vais me laisser impressionner. D'autant que certaines propositions de loi me font plutôt sourire. La Roumanie fait partie d'une culture latine du droit qui dit que la justice est l'art de la vérité et de l'équité. On ne peut pas légiférer en combattant ce principe fondamental. Quoi qu'il en soit, je suis tout à fait convaincu qu'aujourd'hui en Roumanie, l'autorité judiciaire repose sur une magistrature indépendante et solide. Par ailleurs, la Commission européenne est tenue rigoureusement informée de ce qui se passe dans le pays, et le Mécanisme de coopération et de vérification – mis en place en Bulgarie et en Roumanie afin de soutenir la lutte contre la corruption et la criminalité organisée, ndlr – est toujours en vigueur.

Le Parquet général que vous dirigez traite actuellement le dossier de la révolution, et celui de la « minériade » * est en train d'être jugé. L'ancien président Ion Iliescu et l'ancien Premier ministre Petre Roman ont été inculpés. Comment vivez-vous ce dossier ?

Depuis que j'ai pris mes responsabilités de procureur général, en avril 2016, les dossiers de la minériade et de la révolution ont été plus difficiles à gérer, de par leur ancienneté et le fait qu'ils touchent à l'histoire récente. Le premier dossier, la minériade, est en train d'être jugé en ce moment à la

Cela fait plus de trente ans que je suis magistrat, ce n'est pas maintenant, en tant que procureur général, que je vais me laisser impressionner. D'autant que certaines propositions de loi me font plutôt sourire. La Roumanie fait partie d'une culture latine du droit qui dit que la justice est l'art de la vérité et de l'équité. On ne peut pas légiférer en combattant ce principe fondamental. »

Haute Cour de cassation. Le deuxième, plus complexe, celui de la révolution, a malheureusement généré plusieurs condamnations de la Roumanie à la Cour européenne des droits de l'homme. Manque d'enquêtes effectives, tergiversations, tout a trop traîné. De nombreuses victimes de ces événements ou leurs proches sont aujourd'hui décédés. Il n'en reste pas moins que la Roumanie doit payer plus de trois millions d'euros de dédommagements suite aux condamnations de la Cour. Désormais, il est crucial que ces enquêtes aboutissent et soient gérées de la façon la plus professionnelle possible, en respectant notamment la présomption d'innocence. Je crois que les choses vont se résoudre dans un délai raisonnable.

Vous avez constamment défendu Laura Codruța Kövesi, procureur en chef de la Direction nationale anti-corruption (DNA, ndlr), alors que le gouvernement en place fait tout pour la destituer... **

* Minériade (*mineriadă* en roumain) désigne les six interventions violentes des mineurs contre la population à Bucarest, à l'appel du pouvoir ex-communiste, officiellement pour « empêcher l'opposition de droite de livrer le pays aux capitalistes étrangers et de le dépecer au profit des nationalistes hongrois ». Le terme est le plus souvent employé pour la première « minériade », celle des 14 et 15 juin 1990.

** Au bouclage de ce numéro, la Cour constitutionnelle demandait au président Klaus Iohannis de révoquer la procureur en chef de la Direction nationale anti-corruption.

Dans leurs derniers rapports d'évaluation des activités de la DNA, les experts européens, dont l'objectivité ne peut être remise en cause, ont affirmé que la DNA était l'une des cinq structures les plus performantes en termes de bonnes pratiques, et ce au niveau européen. Certes, il y a eu des critiques, mais en regardant de plus près ceux qui les formulent, on s'aperçoit qu'il s'agit en général d'individus sous le coup d'enquêtes pénales. Si dans un État de droit, la critique doit être libre, la loi, c'est la loi. Et si quelqu'un accuse la justice, les lois, le droit, c'est parce que souvent son intérêt personnel est devenu à ses yeux plus important que la vérité des faits.

Le président Klaus Iohannis tient un rôle important dans les nominations des hauts magistrats. Or, ce rôle est actuellement remis en cause. Qu'en pensez-vous ?

Le Mécanisme de coopération et de vérification recommande que



la nomination des procureurs de haut rang s'effectue sur les mêmes bases que la nomination des juges au sein de la direction du système judiciaire. C'est-à-dire qu'ils soient proposés par le Conseil supérieur de la magistrature et nommés par le président, avec éventuellement un avis consultatif du ministère de la Justice. Nous verrons s'il existe un souhait véritable pour une justice impartiale et pour une nomination des procureurs de haut rang dans le même esprit. De notre côté, nous avons soutenu le point de vue du Conseil supérieur de la magistrature qui est le seul à même de sélectionner les candidats, d'autant que là-bas, les débats sont libres, transparents et enregistrés.

Je ne sais pas s'il en serait ainsi au ministère de la Justice.

Quel est votre sentiment sur l'état du pays ? La Roumanie pourrait-elle aussi être touchée par la vague « illibérale » qui submerge notamment l'Europe centrale ?

La Roumanie est une île latine à la frontière de l'Europe qui a survécu à des contextes historiques très difficiles. Les Roumains ont su revenir des situations les plus compliquées et progresser. La croyance en la justice et en l'État de droit est pour nous essentiel. De fait, la magistrature roumaine est

arrivée à maturité en tant que magistrature européenne intègre et professionnelle, suffisamment résiliente à n'importe quelle pression conjoncturelle. Je suis certain qu'elle réussira à résoudre les problèmes juridiques actuels et garantir l'État de droit.

Serez-vous candidat à un deuxième mandat de procureur général ?

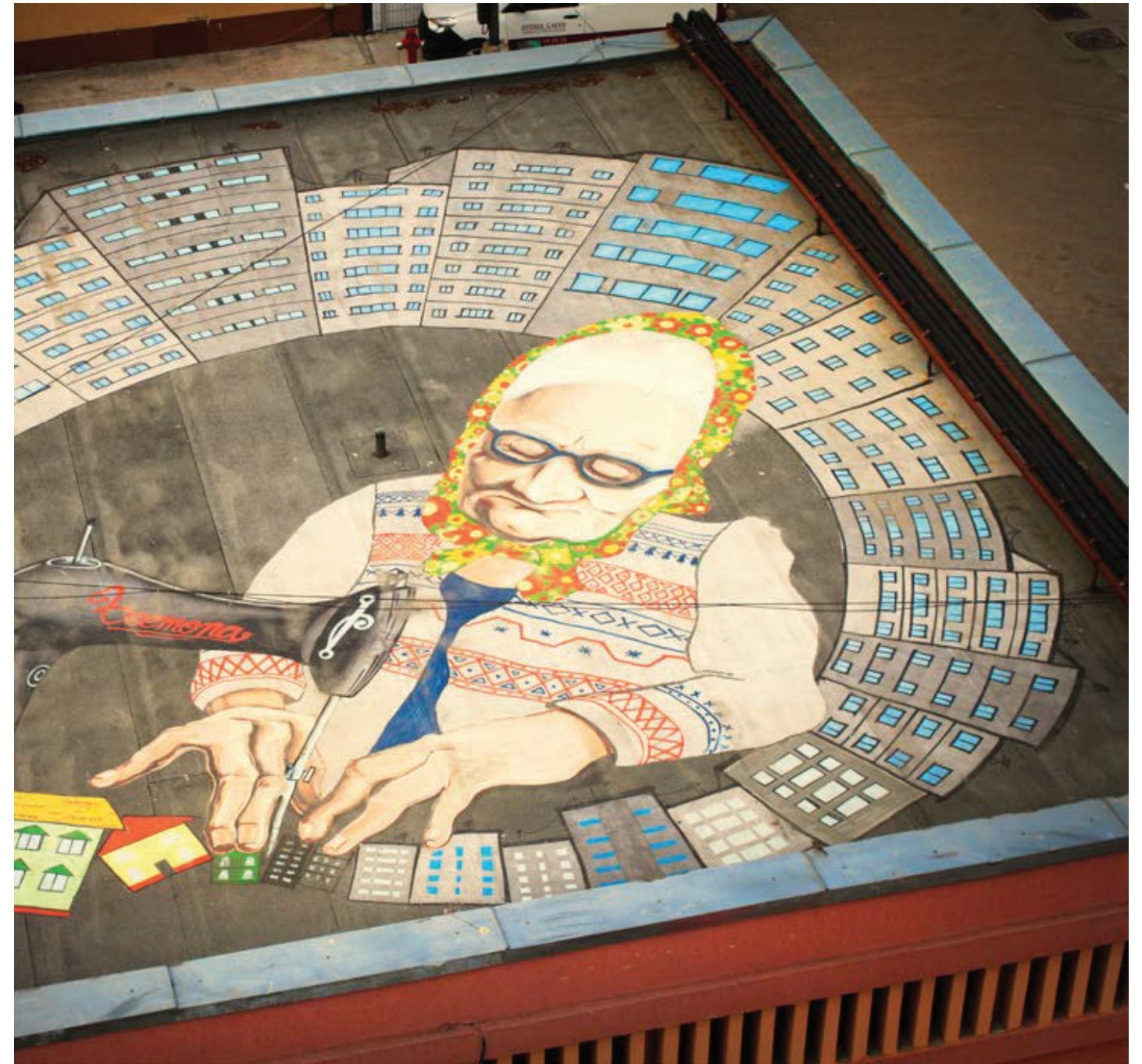
La seule chose que je peux vous dire est que je ne laisse jamais les choses inachevées. À chaque fois que j'ai reçu une mission de la part du ministère public, je l'ai terminée.

Murs en vie

Texte et photos : Marine Leduc

Peu à peu, l'art urbain ou *street art* s'impose. Si la capitale roumaine ne peut se comparer à Berlin ou Bristol, elle offre néanmoins une scène locale talentueuse.

Du fameux *Privește cerul* (Regarde le ciel) tagué sur les murs de Paris et Bucarest par un étudiant en philosophie, en passant par les fresques géantes des toits de Pantelimon, cet art urbain interpelle, questionne et raconte aussi l'histoire de la ville.



Avec sa machine à coudre, une vieille dame transforme les maisons en blocs communistes...

« Cette période sombre de notre histoire fut un véritable traumatisme pour le quartier, raconte Mădălina Roșca de Make a Point, une association culturelle installée depuis dix ans à Pantelimon. Les habitants ont dû quitter leurs maisons pour des appartements et travailler dans des usines textiles. » Pour le projet *Giants of Pantelimon*, l'association a collecté des récits de voisins, couturières ou victimes de la Securitate. Des artistes roumains et internationaux les ont ensuite réinterprétés dans des fresques géantes sur les toits d'anciennes usines. Ici, le projet pilote, réalisé par Boeme et Mona en 2016.



De nombreux graffeurs se rassemblent souvent en *crew* (équipe) pour réaliser ces peintures murales. Recis est membre du *Sweet Damage Crew*, l'une des plus populaires de Bucarest. Avec ses collègues Cage et Lost Optics, il a réalisé une commande pour la marque Havana Club au bar J'ai Bistrot. « *C'est un projet commercial et publicitaire, mais cela nous permet de financer de vraies œuvres de street art* », explique Cage. Pour vivre du *street art*, il n'est pas rare que des artistes acceptent ce genre de travail, ce qui a aussi tendance à créer une scission entre les graffeurs, certains préférant que l'art urbain reste non commercial.



L'ancien château d'eau des usines textiles de Pantelimon a été réhabilité en 2012 par l'association Make a Point, devenant une véritable galerie sur trente-sept mètres de haut. C'est de cette hauteur que l'on peut admirer l'exposition *Giants of Pantelimon*. La peinture murale réalisée à son extrémité a été choisie par les habitants du quartier.

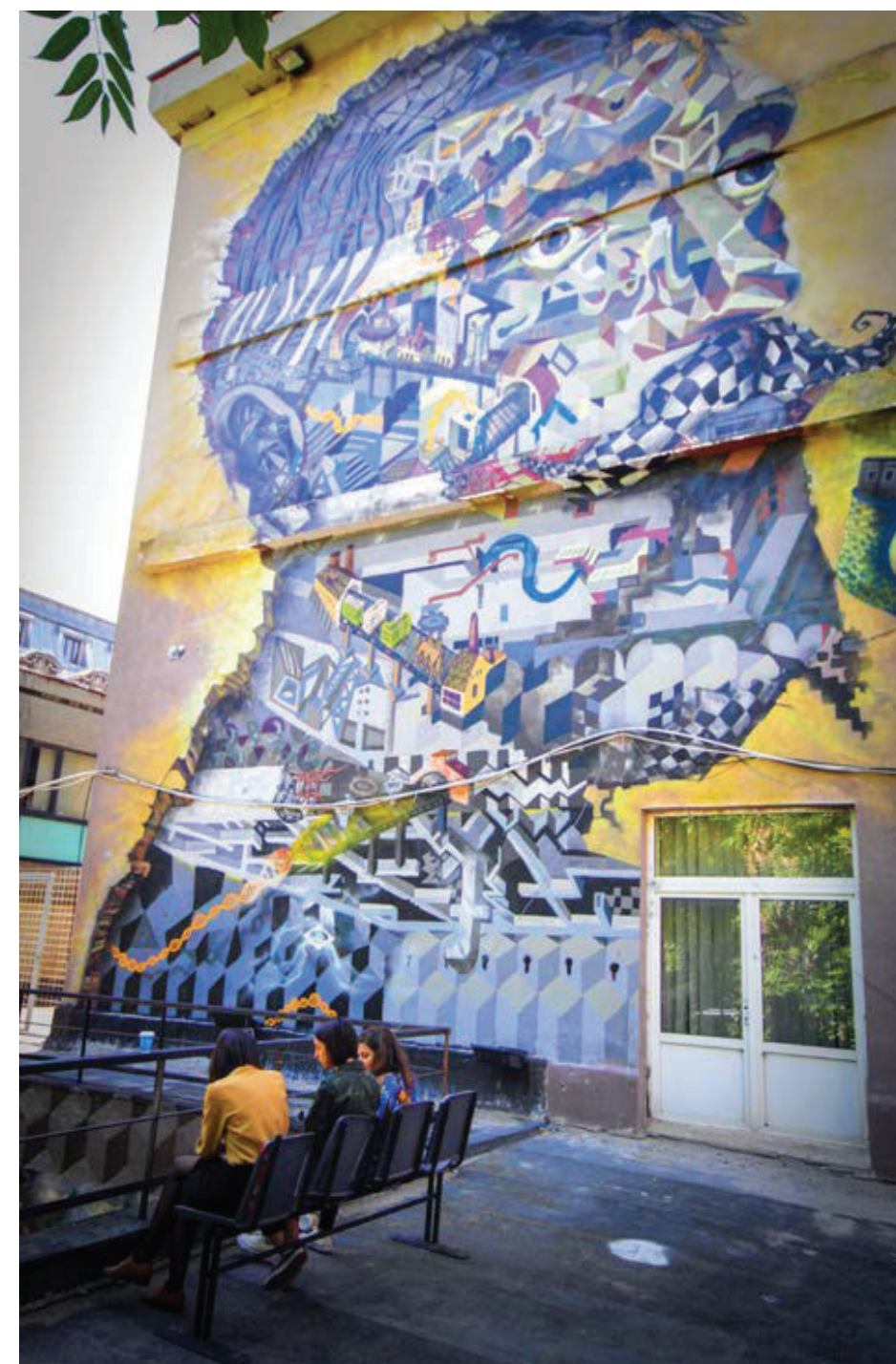


Cette bâtisse de la rue Arthur Verona a été la première à être recouverte par une fresque légale. Et chaque année depuis dix ans, le festival Street Delivery permet à des artistes d'y réaliser une nouvelle œuvre. En juin 2017, les arbres coupés de l'artiste Pisica Pătrăță ont recouvert le mur ; une façon de sensibiliser les passants à la déforestation illégale.

Mais par-dessus, une nouvelle couche de tags est apparue... « Il arrive que des gamins ne respectent pas l'œuvre d'un muraliste, déplore Lucian Sandu-Milea. Certains le font aussi pour protester contre des œuvres légales. »



Le *street art* attire les curieux de tous horizons. Doru Răduță est guide pour Interesting Times Bureau – projet de promotion des arts urbains de l'ONG Asociația Coolturala « Nouă Ne Pasă! » –, et leur tour sur le *street art* est l'un des plus populaires. Les bénéfices récoltés sont aussi utilisés pour financer de nouvelles peintures murales.

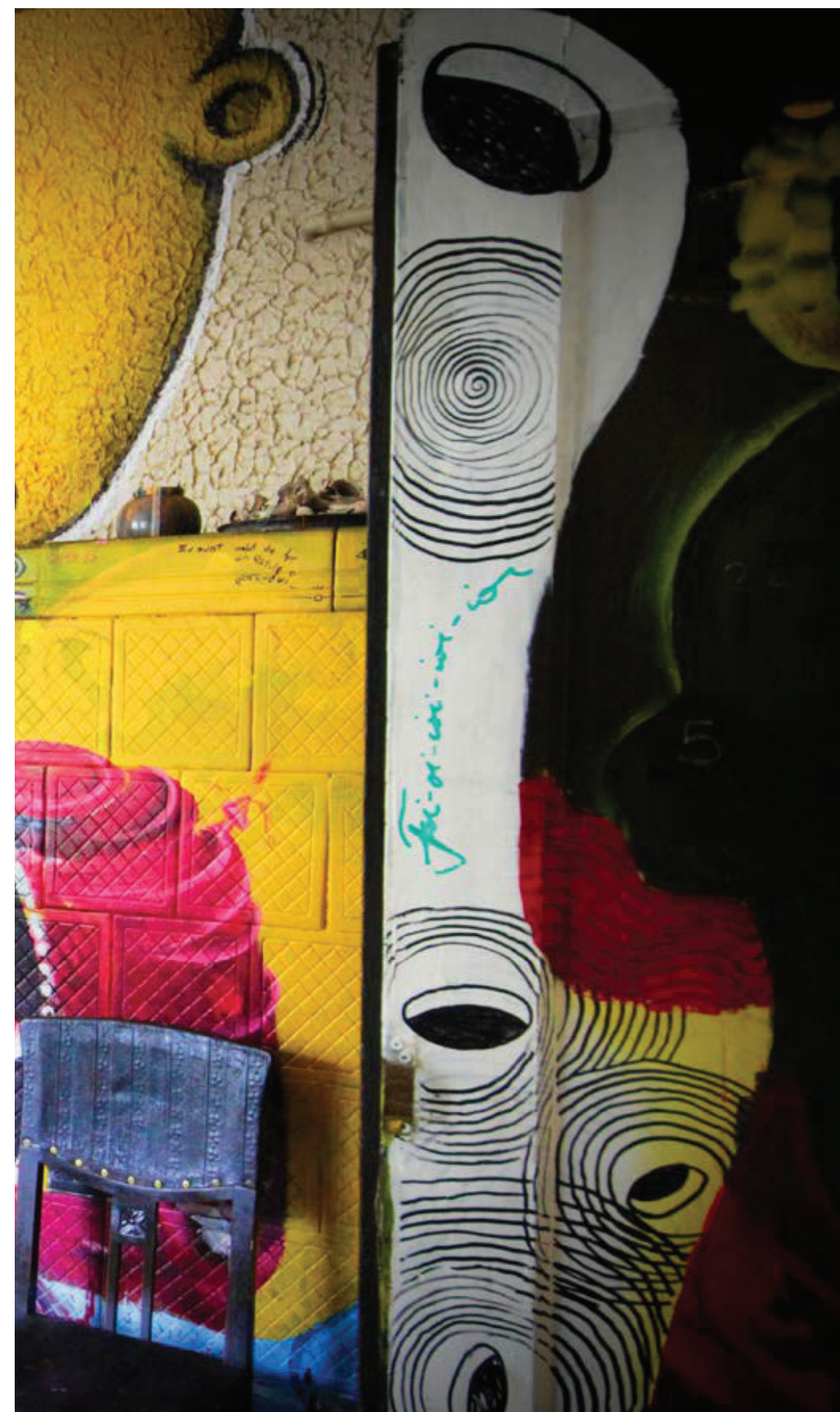


Portrait de l'architecte Ion Mincu à l'université d'architecture. Réalisée en 2016 par Obie Platon et Lucian Sandu-Milea, la fresque n'est pas directement dans la rue, « *mais l'idée fut de ramener la rue dans la cour de l'université et d'en faire un lieu semi-public* », explique Doru Răduță.

Boulevard Ștefan Cel Mare, trois heures du matin. Ortaku ne travaille que la nuit, avec un projecteur... « *Contrairement à d'autres, je ne peux pas improviser directement sur le mur.* » Il a commencé à graffer au début des années 2000 avant de se lancer dans les stencils (peintures au pochoir). Une technique que l'on retrouve également dans ses œuvres murales. Cette nuit-là, il réalise un portrait de Brâncuși pour Outline, festival de *street art* à Bucarest.

« *Brâncuși n'a pas été tout de suite reconnu en Roumanie. Sans faire de comparaison, je ressens un peu la même chose ici pour les graffeurs, soutient-il. Cela commence à changer, mais il y a peu, on se faisait arrêter par la police si on avait des bombes de peinture sur soi.* »





Quand il est illégal de peindre sur les murs extérieurs, les murs intérieurs deviennent de véritables tableaux improvisés. En 2009, Lala Misosniky, guide à Interesting Times Bureau et actrice, a hérité de sa maison d'enfance sur la rue Armoniei et a décidé de l'ouvrir à ses amis artistes. IRLO et d'autres ont réinterprété l'espace à leur manière. Lala a d'ailleurs imaginé une performance, *We Live In The Times Of Once And For All*, où elle évoque ce lieu unique. « Je raconte l'histoire de cette maison qui, comme le street art, comporte différentes couches, dit-elle. L'art urbain est là pour transformer l'espace, se réapproprié un lieu, un quartier, une ville. »



Viața réalise une fresque murale pour le bar Miau. Porté sur les formes géométriques et les couleurs pures, il fait partie d'une jeune génération d'artistes urbains qui commence à émerger à Bucarest. Toutefois, il aimerait vivre à Berlin, où le *street art* est reconnu. Mais il voudrait éviter de faire comme d'autres artistes qui partent à l'étranger et reproduisent ce qu'ils y ont vu... « *Il faut garder de l'authenticité et que cela ait du sens par rapport au lieu et à la culture du pays où l'on réalise l'œuvre.* »

Impliquer les habitants du quartier

Lors d'un tour avec Interesting Times Bureau, un participant s'est plaint de la peinture murale réalisée par l'artiste Pisica Pătrată lors du festival Street Delivery : « *J'habite le quartier et je n'aime pas du tout ce dessin. J'aurais aimé que l'on en parle aux habitants, qu'on organise un vote et puisse choisir la peinture, par exemple.* » Le débat n'est pas nouveau : faut-il demander l'avis des résidents avant de réaliser une œuvre urbaine ? Pour certains artistes, ce serait contre l'idée même du *street art*, qui se veut libre et surprenant.

Sur Piața Unirii, l'association Elite Art Club Unesco a entamé un projet avec les habitants. « *Cette place, entourée de blocs, est un lieu de passage, mais il n'y a pas d'esprit de voisinage*, soutient Andrada Roșu, initiatrice du projet et l'une des têtes pensantes de *Giants of Pantelimon*. *On utilise précisément le street art pour impliquer les habitants dans la vie de leur quartier.* » En automne dernier, elle a organisé *Utopia Urbană* : des artistes ont réalisé des peintures murales d'après des dessins d'enfants du quartier, qui devaient imaginer leur « ville idéale ». En juin, d'autres artistes ont représenté des histoires d'habitants collectées par des journalistes. Mais collaborer avec les résidents n'en demeure pas moins une tâche longue et compliquée... « *Gagner*

leur confiance prend du temps, ajoute Andrada, *on se pose toujours la question de ce qui les intéresse vraiment.* » Mais quand elle voit des passants s'arrêter devant des œuvres urbaines, elle se dit que ça vaut le coup. « *C'est exactement cela que l'on recherche, créer une relation entre le public et l'espace dans lequel il vit ou transite.* »

Des œuvres controversées et censurées

De l'art à ce qui peut être considéré comme du vandalisme, la frontière est parfois floue. Tout se joue avec l'administration et les autorisations délivrées. Pour le festival Street Delivery, la mairie autorise la réalisation d'œuvres urbaines dans la rue Arthur Verona, mais seulement pendant la durée le festival. Pour des peintures murales réalisées dans un espace privé, seul l'accord du propriétaire est nécessaire. Mais si le mur donne sur la rue, il faut obtenir une autorisation de la municipalité.

En 2015, la première peinture murale financée par Interesting Times Bureau a provoqué les foudres de l'Église orthodoxe. Sur la place Sfântul Gheorghe de Bucarest, le *crew* N.O.M. (Obie Platon, IRLO et Kero) avait réalisé une réinterprétation du mythe du Saint terrassant le dragon. « *Une petite blague pas bien méchante* », affirme Doru Răduță, de Interesting Times Bureau. Mais en quelques jours, une peinture blanche la recouvre. « *C'était de notre faute*, reprend-il, *nous avons certes l'autorisation du propriétaire, mais seulement un accord oral de la municipalité. L'autorisation écrite devait arriver un mois plus tard, et nous avons pensé que cela ne posait pas de problème de réaliser la peinture avant de la recevoir.* » Les prêtres et paroissiens ont fait une réclamation à la mairie, qui « *ne voulait pas de problèmes avec l'Église* ». Quoiqu'il en soit, au final, l'affaire a été un vrai coup de pub pour les artistes et Interesting Times Bureau. Selon Doru, « *cela montre quand même à quel point l'Église est puissante ici, et qu'elle n'a pas beaucoup d'humour* ». ■

Paroles de designers en devenir



À Bucarest, le parfum des tilleuls annonce l'été, ces vacances où l'on voudrait prendre le temps de penser au fond des choses. Mais pour comprendre le fond, ne faut-il pas aussi interroger la forme ? L'abattement qui nous gagne dans certaines administrations ne serait-il pas lié à la forme des bureaux et du mobilier, à la signalisation défaillante ? Au contraire, le plaisir que nous ressentons à porter un bijou ne vient-il pas de l'équilibre des formes trouvé par l'âme qui l'a imaginé puis fait surgir dans la matière ? J'ai voulu entendre celles qui façonneront la Roumanie où nous vivrons demain. Iulia, Cătălina, Alexandra et Miruna, âgées de 19 à 21 ans, viennent respectivement de Constanța, Dorohoi, Mioveni et Bucarest et terminent à l'Université des arts de la capitale leur deuxième année de design, cette discipline qui vise à « l'harmonisation de l'environnement humain »¹.

Quelle est l'importance du design ?

Iulia Ștefănescu : « Un objet ou un espace peut changer la manière dont nous nous sentons. Le design se glisse dans tout ce qui nous entoure, les revues que nous lisons, les objets que nous utilisons, les espaces publics. Les gens en Roumanie doivent réaliser qu'investir du temps et de l'argent dans des designers pour obtenir un objet bien fait, un espace bien pensé vaut la peine. »
Cătălina Donțu : « Le design est le centre de la société. Derrière chaque chose, une cave, une voiture, quelqu'un a pensé comment va être faite cette chose pour fonctionner et résister au temps. »

Alexandra Tîrlea : « Entre une simple tasse de café fabriquée en série, mécaniquement, et une tasse stylisée, faite manuellement, je préfère celle faite manuellement. Son design lui donne une personnalité, une âme, on a l'impression que le café en devient meilleur. »
Miruna Miu : « Un bon design combine l'utile à l'esthétique. Prenez l'exemple d'une chaussure, elle doit être ergonomique et belle pour que nous nous sentions bien. »

Quel design changeriez-vous dans l'espace public en Roumanie ?

Iulia : « Le vieux centre de Bucarest est un lieu très beau avec une histoire spéciale, mais il n'est pas valorisé comme il le mérite. Les bâtiments devraient être rénovés, l'aménagement urbain différent, la publicité moins

agressive. On ne devrait pas uniquement le présenter comme un lieu de distraction mais inclure sa valeur historique, nous transposer dans une autre époque. »

Cătălina : « Je voudrais que pour de grands événements, la publicité soit faite comme il

se doit, permettant aux gens de trouver facilement un lieu, un spectacle. Je voudrais un design qui structure correctement les informations publiques. »

Alexandra : « Arrivant d'ailleurs, j'ai eu du mal à trouver quels bus je devais prendre à Bucarest. Si je n'avais pas eu mon téléphone et Googlemaps, j'aurais été complètement perdue. Je voudrais un système d'information et de signalisation accessible à tous, avec des cartes et des guides dans les bus et à l'extérieur, mais aussi des arrêts plus soignés. Aujourd'hui, ils sont pleins de graffitis, délabrés, tout cela rend les voyageurs tristes. »

Miruna : « Je voudrais que le design urbain de Bucarest rende la ville plus interactive, que les espaces publics soient conçus de manière à favoriser les rencontres. J'imagine davantage de petits parcs où s'arrêter quelques minutes pour se rafraîchir, où il soit facile de discuter. »

Elles rêvent de voir des gens utiliser ce qu'elles auront conçu en y mettant une part d'elles-mêmes. Elles peuvent déjà s'enorgueillir d'un succès : les 13 étudiants de leur deuxième année ont réaménagé eux-mêmes leur espace de travail à la faculté, dessinant les plans, organisant l'espace puis peignant, ponçant, assemblant le mobilier. L'atelier est lumineux, organisé, accueillant. Il bénéficiera aux générations futures. « Cette expérience a transformé le lieu mais aussi nous-mêmes. Nous avons compris que nous ne devons pas attendre le changement mais agir pour changer les choses. »

¹ Définition du dictionnaire français Larousse

LE GROUPE RENAULT ROUMANIE SOUTIENT UNE NOUVELLE GÉNÉRATION DE JEUNES BOURSIERS

Dans le cadre de l'exposition et du récital sur les identités qui s'est tenu fin avril à la Elite Art Gallery de Bucarest, nous avons fait la connaissance des nouveaux boursiers du programme *Jeunes Talents* – Fondation Princesse Margareta de Roumanie.

Cette année encore, le Groupe Renault Roumanie soutient les jeunes artistes, le vernissage de l'exposition étant le point de départ de divers projets. Et la campagne *Uzina inspiră pasiune* (l'usine inspire la passion) continuera d'impliquer ces jeunes talents dans plusieurs domaines artistiques. Les boursiers 2018 seront notamment invités à s'inspirer du milieu industriel, libres de traduire de façon artistique ce que conceptualisent et créent les 17 700 employés du Groupe Renault Roumanie.



L'exposition "Identități" (identités), ouverte au public, fut un début prometteur pour des jeunes talentueux. Plusieurs travaux ont été présentés dans les formats les plus divers : arts visuels, musique, peinture, graphisme, sculpture ou design vestimentaire.

C'est en janvier de cette année que la Fondation Princesse Margareta de Roumanie a organisé une sélection nationale adressée aux jeunes âgés de 14 à 24 ans qui étudient dans les lycées et universités de musique et d'arts à travers tout le pays. Suite à l'évaluation, 30 jeunes artistes sont devenus boursiers du programme *Tinere Talente* (jeunes talents), édition 2018.

Le programme *Tinere Talente* soutient et promeut les artistes issus de familles modestes. Chacun recevra une bourse individuelle de maximum 2000 euros afin de développer son talent sur une période d'un an. Par ailleurs, ils auront la possibilité de participer à des concours nationaux et internationaux, des "masterclass", des ateliers, et de se procurer des instruments ou du matériel. Enfin, tout au long de ce parcours, ces jeunes pourront rencontrer des artistes et des personnalités de renom.

GROUPE RENAULT

La Roumanie a tout pour attirer les touristes :
des montagnes verdoyantes l'été et enneigées l'hiver,
de belles plages de sable fin à la mer Noire,
un mirifique delta du Danube, des villages empreints de charme.
Mais elle peine à mettre en valeur cette richesse,
bien que le tourisme rural se développe.

Bientôt dans le vent ?

————— Mihaela Rodina —————

Selon le Conseil mondial du voyage et du tourisme (WTTC), les recettes directes du tourisme en Roumanie se sont élevées à 2,6 milliards d'euros en 2017, représentant 1,4% du produit intérieur brut, un indicateur plaçant le pays à la 66ème place dans le monde. Ce secteur a par ailleurs employé 208 000 personnes et généré 300 000 emplois supplémentaires l'année dernière.

Au total, douze millions de touristes ont été recensés en Roumanie en 2017, dont 2,75 millions seulement d'étrangers. À titre de comparaison, la Bulgarie voisine a décompté huit millions de vacanciers étrangers, soit plus que sa population. Un million d'entre eux ont passé leurs vacances sur la côte bulgare de la mer Noire.

« Malheureusement, le tourisme balnéaire roumain attire très peu d'étrangers », déplore Alin Burcea, directeur de l'agence Paralela 45 et président de l'Association des agences de tourisme (ANAT). Selon lui, les Occidentaux cherchent de vrais hôtels de 4 ou 5 étoiles... « Mais sur la côte roumaine, il n'y en a pas ». 50 000 étrangers à peine sont hébergés durant la saison estivale sur le littoral roumain, alors que plus de 1,2 million de places sont disponibles. Signe du manque d'attrait du littoral pour les villégiateurs étrangers, aucun vol charter n'atterrit à Constanța.

« Après la crise de 1995-1996, la Bulgarie a commencé à construire des hôtels, ce qui n'a pas été le cas en Roumanie. Le nombre infime de piscines en plein air est un autre facteur qui tient les étrangers à distance », explique M. Burcea.

Selon les statistiques, près des deux tiers des étrangers viennent surtout en voyages d'affaires. Pour le reste, ils privilégient les circuits, notamment en Transylvanie et dans

Tech

**Les moments spéciaux
doivent être vécus à fond**

**Internet
en haut
débit 4G**

orange Vous rapprocher
de l'essentiel

4G
le réseau #1

le nord de la Moldavie, ou assistent à des événements culturels. La durée moyenne d'un séjour, soit 1,9 nuit, en dit long sur ce désamour.

« *Le tourisme est l'industrie la moins polluante, qui rapporte des devises sans que nous ayons à vendre ou à consommer des ressources non renouvelables. Tout ce que nous devons proposer, c'est la mer, le soleil, l'air et la bière* », dit M. Burcea. Les atouts naturels dont dispose le pays ne suffisent toutefois pas. « *Depuis 28 ans, on entend dire que la Roumanie a un énorme potentiel, mais sans une stratégie nationale pour le mettre en valeur, nous ne resterons qu'avec de belles phrases.* »

Si la Roumanie manque d'hôtels – notamment à Bucarest et dans la vallée de la Prahova – elle a en revanche un nombre croissant de pensions, environ 6000. Car le tourisme rural a depuis plusieurs années le vent en poupe. Séduits par des paysages idylliques et des villages où le temps semble figé, les étrangers découvrent une Roumanie très différente de l'image d'un pays tout gris.

« *Les touristes roumains cherchent surtout le repos, mais les étrangers veulent découvrir une zone, visiter des monuments dont ils ont entendu parler, qu'il s'agisse de monastères, d'églises ou de forteresses, s'immerger dans les traditions et profiter de la cuisine locale* », explique Marilena Stoian, présidente fondatrice de l'association Antrec, qui gère l'agritourisme. « *Ils cherchent un mélange de nature et de culture, de confort et d'authenticité* », résume-t-elle.

Douze millions de touristes ont été recensés en Roumanie en 2017, dont 2,75 millions seulement d'étrangers. À titre de comparaison, la Bulgarie voisine a décompté huit millions de vacanciers étrangers, soit plus que sa population. Un million d'entre eux ont passé leurs vacances sur la côte bulgare de la mer Noire.

Les destinations les plus prisées sont le Maramureș, la Bucovine, le delta du Danube, et la zone de Bran-Moeciu. « *Un choix qui gagne du terrain est le nord de l'Olténie avec ses monastères, mais aussi le défilé des Cazane, sur le Danube (sud-ouest, ndlr), où les voyageurs organisent toutes sortes d'activités* », indique Mme Stoian. Signe de la santé de cette niche, le nombre de chambres mises à disposition des vacanciers a doublé ces dix dernières années.

Un amoureux inconditionnel de la Transylvanie et de ses pittoresques villages saxons, le Prince Charles d'Angleterre, est devenu l'un des promoteurs les plus ardents du tourisme rural dans cette « *dernière zone d'Europe parfaitement préservée* ». L'héritier du trône britannique y a acheté et rénové deux maisons traditionnelles et lancé une fondation caritative destinée à protéger le patrimoine et à promouvoir le développement durable. Grâce à lui, le village de Viscri, qui compte 450 habitants, accueille près de 40 000 touristes par an.

Délaissé pendant de nombreuses années, le patrimoine architectural du pays commence en effet à être vu comme une mine d'or. C'est grâce à leur architecture élégante que des villes comme Sibiu, Sighișoara, Cluj et Alba-Iulia figurent de plus en plus souvent sur les cartes touristiques comme des destinations à ne pas manquer.

Profitant de ce nouvel engouement pour le patrimoine, une association regroupant de jeunes architectes, Arché, a lancé un projet baptisé Castle Break. L'ONG organise des tours thématiques « *avec la volonté de promouvoir des monuments moins connus et de démontrer qu'il existe un peu partout des trésors qui méritent d'être découverts* », indique la coordonnatrice de ce programme, Anamaria Răvar. Trois manoirs du sud du pays ayant appartenu aux familles Brătianu, Golescu et Bălcescu, les *cule* (tours circulaires) d'Olténie, les châteaux et les manoirs des boyards valaques ou encore les bastions de Transylvanie ouvriront cette année leurs portes aux touristes.

« *Il s'agit de créer une expérience culturelle qui permette de découvrir non seulement une zone mais aussi des artisans et la gastronomie locale* », ajoute Mme Răvar. Les touristes sont hébergés chez l'habitant ou dans les manoirs et châteaux qu'ils visitent et où, souvent, les propriétaires habitent toujours. C'est d'ailleurs l'une des plus grandes réussites d'Arché, de voir que certains propriétaires qui au début étaient réticents à héberger des villégiateurs ont fini par faire inscrire leurs propriétés dans des circuits touristiques.

« *Nous voulons préserver le côté social de ce projet et ne pas le transformer en business. Notre ambition est d'aider différentes zones défavorisées à se développer par le tourisme*, conclut Anamaria Răvar. *La Transylvanie l'a déjà fait, il y a des villages isolés qui connaissent une renaissance grâce aux vacanciers. Nous voulons faire pareil pour la Moldavie et l'Olténie.* »



L'exposition universelle

Quel est le pays qui n'en rêve pas ? S'installer seul sous les spotlights, dans un moment de gloire lui permettant de montrer au monde entier ce qu'il a de meilleur.

Ce fut le cas de la France, avec l'inauguration de la Tour Eiffel en 1889.

Plus près de nous, celui de la Chine, de l'Afrique du Sud ou de la Russie, via les Jeux Olympiques ou la Coupe du Monde de Football. Ce ne sont que quelques exemples.

Toute proportion gardée, à partir de cette année, la Roumanie entame une succession de séquences prestigieuses, lui offrant l'occasion de s'affirmer sur la scène internationale mieux que jamais. 2018 est l'année du centenaire de la création de l'État roumain moderne, issu de l'union des provinces historiques que sont la Valachie, la Moldavie, la Transylvanie, la Bessarabie et la Bucovine.

Elle s'achèvera avec le démarrage de la Saison franco-roumaine. Si l'exercice est habituel pour Paris – avec des partenaires allant du Brésil à Israël – il s'agit d'une grande première pour la Roumanie. Bucarest compte bien en profiter pour mettre les bases d'une diplomatie culturelle appelée – avec le clin d'œil de rigueur : « soft power à la française ».

À partir du 1er janvier 2019, il faudra passer au hard : montrer son pouvoir d'initiative et de décision à la tête du Conseil de l'Union européenne. Encore une première pour le pays. Bucarest devra gérer, outre les très délicates affaires

courantes, rien de moins que la phase finale du Brexit, la sortie définitive du Royaume-Uni, censée intervenir en mars prochain.

En 2020, le challenge sera sportif, dans tous les sens du terme : le pays devra accueillir quatre matches du Championnat d'Europe de football et drainer les touristes qui vont avec. Concrètement, cela revient à refaire de fond en comble quatre stades bucarestois et tout une infrastructure de transports. En accéléré.

Direction New York ensuite. La Roumanie guigne un siège au Conseil de sécurité de l'ONU, elle attend donc le verdict.

Voici la toile de fond des campagnes électorales à venir – présidentielle en 2019, législatives en 2020 – déjà commencées.

La politique étrangère du pays ne fait plus l'objet d'un consensus, l'image à l'international encore moins.

La seule chose qui compte est la bataille centrée sur « la lutte pour/contre la justice/anticorruption », vocable commode pour des politiciens qui crient au loup, en se prenant pour Blanche Neige. Ils pullulent au Parlement – tous bords confondus – et même au gouvernement.

L'été sera comme d'habitude chaud mais nullement synonyme d'oubli.

De nos jours, la rentrée s'effectue toujours en fanfare. Sous la lumière des projecteurs. Universels.

Zebra

Amicalement
vôtre,
**Mihaela
Dedeoglu.**

Du lundi au
vendredi,
de 10h à 13h.



📍 sala Elvire Popesco, bd. Dacia 77

@ cinema.bucarest@institutfrancais.ro

🌐 www.elvirepopesco.ro

☎ 0374 125 216

📱 /cinemaelvirepopesco

📺 /cinemaelvirepopesco

INSTITUT
FRANÇAIS

vivre
les
cultures

De quel côté ?

Propos recueillis par Ioana Lazăr

Fin avril, la Roumanie annonçait par la voix de Liviu Dragnea, chef de file du Parti social-démocrate (PSD), principal parti de la coalition au pouvoir, l'intention de transférer de Tel Aviv à Jérusalem l'ambassade de Roumanie en Israël, devenant ainsi le premier pays de l'Union européenne à vouloir suivre l'exemple de Washington – qui a officiellement reconnu Jérusalem comme capitale de l'État hébreu. Complétée par une visite en Israël de Liviu Dragnea et de la Première ministre Viorica Dăncilă, l'annonce a provoqué la colère du président Klaus Iohannis et de l'opposition libérale ainsi que la stupéfaction de Bruxelles et de l'Autorité palestinienne. Cette dernière n'a d'ailleurs pas tardé à rappeler son ambassadeur à Bucarest pour des consultations. Telle était la situation au bouclage de ce numéro de *Regard*.

Seul pays de l'ancien bloc communiste ayant préservé ses relations avec les deux parties belligérantes du Moyen-Orient lors de la guerre de juin 1967, dite des Six jours, la Roumanie a toujours collaboré aussi bien avec Israël qu'avec les pays arabes. Qu'en disent les experts ?

Doru Costea,

diplomate, ancien président du Conseil des droits de l'homme aux Nations Unies :

« La Roumanie est entrée en relation avec le Moyen-Orient bien avant que des rapports diplomatiques ne soient officiellement mis en place. À titre d'exemple, les premiers liens avec l'Égypte remontent à 1906, à l'époque du protectorat britannique, tandis que ceux avec Israël perdurent depuis la proclamation de cet État, le 11 juin 1948. D'ailleurs, il est unanimement reconnu que l'existence de chaînes simultanées de communication de la Roumanie avec les pays arabes d'un côté, et Israël de l'autre, a aidé les deux parties à progresser dans leurs négociations même après 1989. On ne saurait donc dire si Bucarest est plus proche d'Israël ou des pays arabes, car ces rapports sont fondés sur des éléments spécifiques qui ne supportent pas la comparaison. Concernant le déplacement de l'ambassade de Roumanie à Jérusalem, comme l'a dit le chef de la diplomatie Teodor Meleșcanu, avant toute décision définitive, la Roumanie doit mesurer l'impact que celle-ci pourrait avoir sur ses intérêts nationaux à moyen et long terme. »

Armand Goșu,

analyste politique, maître de conférences à la Faculté de sciences politiques de Bucarest :

« On ne saurait expliquer cette décision de la Roumanie de vouloir déménager son ambassade en Israël sans se pencher sur l'actuel contexte de politique intérieure. Jusqu'à présent, nous assistons à une sorte de vide de pouvoir provoqué par le président Klaus Iohannis qui, désireux de se détacher de l'image de son prédécesseur, le président "joueur" Traian Băsescu, a souvent renoncé à ses attributions au risque de rester un leader simplement décoratif. Le chef du principal parti au pouvoir, Liviu Dragnea, en a profité. Sauf que, faute de culture en matière de relations internationales, M. Dragnea cherche à consolider sa position à travers toute sorte de contacts internationaux censés le légitimer comme l'un des protagonistes de la scène politique roumaine. Persuadé que le monde est dirigé principalement par les États-Unis, le chef du PSD souhaite faire plaisir à tout prix aux Américains qui, pense-t-il, sont à leur tour dirigés par les Juifs. Concrètement, le chef du PSD s' imagine qu'il suffit de déménager l'ambassade roumaine en Israël pour qu'il devienne le principal interlocuteur de Washington en Roumanie. Or, suite à sa visite de novembre dernier, l'ancien secrétaire d'État américain Rex Tillerson a réitéré à plusieurs reprises que son pays n'avait jamais demandé à la Roumanie de déplacer son ambassade de Tel Aviv à Jérusalem. À la différence de Klaus Iohannis qui se range désormais de façon plus affirmée du côté de la France et de l'Allemagne, Liviu Dragnea s'érige en garant de l'orientation pro-américaine de Bucarest. »



SARO.SA.17.11.0368

PRÈS DES ROUMAINS, TOUT AU LONG DE LEUR VIE

La santé, tout comme la vie, représente un voyage, avec ses hauts et ses bas, avec ses difficultés, plus ou moins importantes, permanentes ou transitoires. Dans ce voyage, en tant que partenaire pour la santé, Sanofi reste près des Roumains tout au long de leur vie. Notre but est de protéger et de soutenir ceux qui sont confrontés à des problèmes de santé, et de les aider à jouir pleinement de leur vie.

SANOFI  *Empowering Life*

© Sanofi Onișor

Lazăr Comănescu,

diplomate, ancien ministre des Affaires étrangères du gouvernement de Dacian Cioloș (novembre 2015 - janvier 2017) et de Călin Popescu Tăriceanu (avril - décembre 2008) :

« Les relations extérieures d'un pays sont solides à partir du moment où elles se poursuivent quels que soient les interlocuteurs politiques. C'est le cas pour la Roumanie, qui a montré une continuité dans ses rapports avec Israël, les pays arabes, donc le Moyen-Orient dans son ensemble. Si un responsable politique roumain pense qu'en affichant, à un certain moment, une préférence vis-à-vis de tel ou tel partenaire peut obtenir quelques faveurs, cela n'est pas sérieux et ne change pas les fondamentaux de ces relations. Les relations de partenariat stratégique avec les États-Unis ne veulent pas dire que Washington ne continuera pas de critiquer la corruption en Roumanie, par exemple. Au Moyen-Orient, notre pays a depuis toujours été en très bons termes aussi bien avec Israël qu'avec les pays arabes, une position que Bruxelles a souvent appréciée, la qualifiant de constructive. À mon sens, il est dans l'intérêt de la Roumanie d'avoir des relations solides avec Israël et, à la fois, de poursuivre ses bonnes relations avec les pays arabes. »

LA CHRONIQUE

de **Dan Popa**

Dans le fond, pourquoi pas de fonds ?

La Roumanie est souvent critiquée pour son faible taux d'absorption des fonds européens. De fait, sur la période 2007-2014, les investissements financés par des fonds européens n'ont représenté que 1% du produit intérieur brut. La moyenne est de 2% dans des pays comme la Bulgarie, la République tchèque, la Pologne ou les Pays baltes – un taux qui n'est pas, là-bas non plus, très glorieux. Alors d'où vient le problème ?

En théorie, les étapes à suivre afin d'obtenir de l'argent de Bruxelles sont relativement simples. Prenons l'exemple d'un entrepreneur qui souhaite monter une petite fabrique de glaces

dans un village où il y a pas mal d'enfants et des chômeurs en manque de travail. À première vue, l'idée semble bonne.

L'entrepreneur fait son étude de marché et élabore son plan d'affaires afin qu'il réponde à toutes les conditions requises pour obtenir des fonds européens. Il dépose alors son dossier et attend l'évaluation. Le processus dure quelques mois avant la réponse finale.

Si elle est positive, le projet peut démarrer, mais seulement après avoir signé le contrat de financement – l'attente peut durer plusieurs mois, voire quelques

années. Afin de monter l'usine, il faudra lancer plusieurs appels d'offres, chaque fournisseur devant répondre aux critères stipulés par l'Union européenne. Ce ne sera qu'après l'audit de l'ensemble du projet et de sa réalisation que les fonds seront officiellement débloqués – petit bémol : l'encaissement effectif devra attendre lui aussi plusieurs mois.

La dernière étape est celle du « monitoring » : durant trois à cinq ans, l'entrepreneur se doit de maintenir les emplois créés et d'utiliser les équipements achetés dans le seul but de réaliser le plan d'affaires établi.

Voici pour la petite histoire de la fabrique de glaces, théoriquement financée par des fonds européens. Mais dans la réalité, il y a quelques soucis...

En premier lieu, si l'idée est bonne et finançable, le projet est souvent mal écrit et sera donc rejeté par Bruxelles. L'entrepreneur n'a pas eu les moyens de payer un consultant en fonds européens, dont le coût moyen est de 20 000 euros – s'il y a la possibilité de trouver moins cher, la réussite de la demande est loin d'être garantie.

Autre problème : l'argent européen n'arrive pas dès l'ouverture de l'usine. Dans les tout premiers temps, il n'est pas rare que

l'entrepreneur doive emprunter afin de payer ses salariés, les fournisseurs, les équipements, etc. Si les ventes de glaces ne sont pas celles escomptées et que les dettes s'accumulent, l'aventure s'arrêtera avant même d'avoir vraiment commencé, et que l'argent européen pointe le bout de son nez.

Enfin, même si tout se passe bien après plusieurs années d'activité, Bruxelles peut demander à récupérer son argent après un contrôle des appels d'offre qui se sont révélés non conformes, par exemple. Ou parce que l'entrepreneur n'avait pas spécifié qu'il était aussi patron de plusieurs autres sociétés.

En résumé, les petites sociétés roumaines n'ont d'abord pas l'argent de départ pour lancer un projet qui sera, plus tard, financé par des fonds européens. Pour ce qui est des appels d'offre, dans le milieu rural, ils peuvent être difficilement transparents, tout le monde se connaît, les affaires se font depuis toujours entre proches. Enfin et surtout, la bureaucratie excessive noie complètement les petits entrepreneurs. Si les critères de sélection doivent être stricts et les contrôles nécessaires, ils sont accompagnés d'une montagne de travail administratif difficilement supportable.

collection **EGO®**



A G E N D A S • C A L E N D R I E R S

IMPRIMERIA ARTA GRAFICA
www.artagrafica.ro



EGO®
www.agego.ro

LA CHRONIQUE
de **Matei Martin**

journaliste à Radio România Cultural
et Dilema veche

Lucian Boia par lui-même

RRI Spécial

Avec
Ileana Țăroi

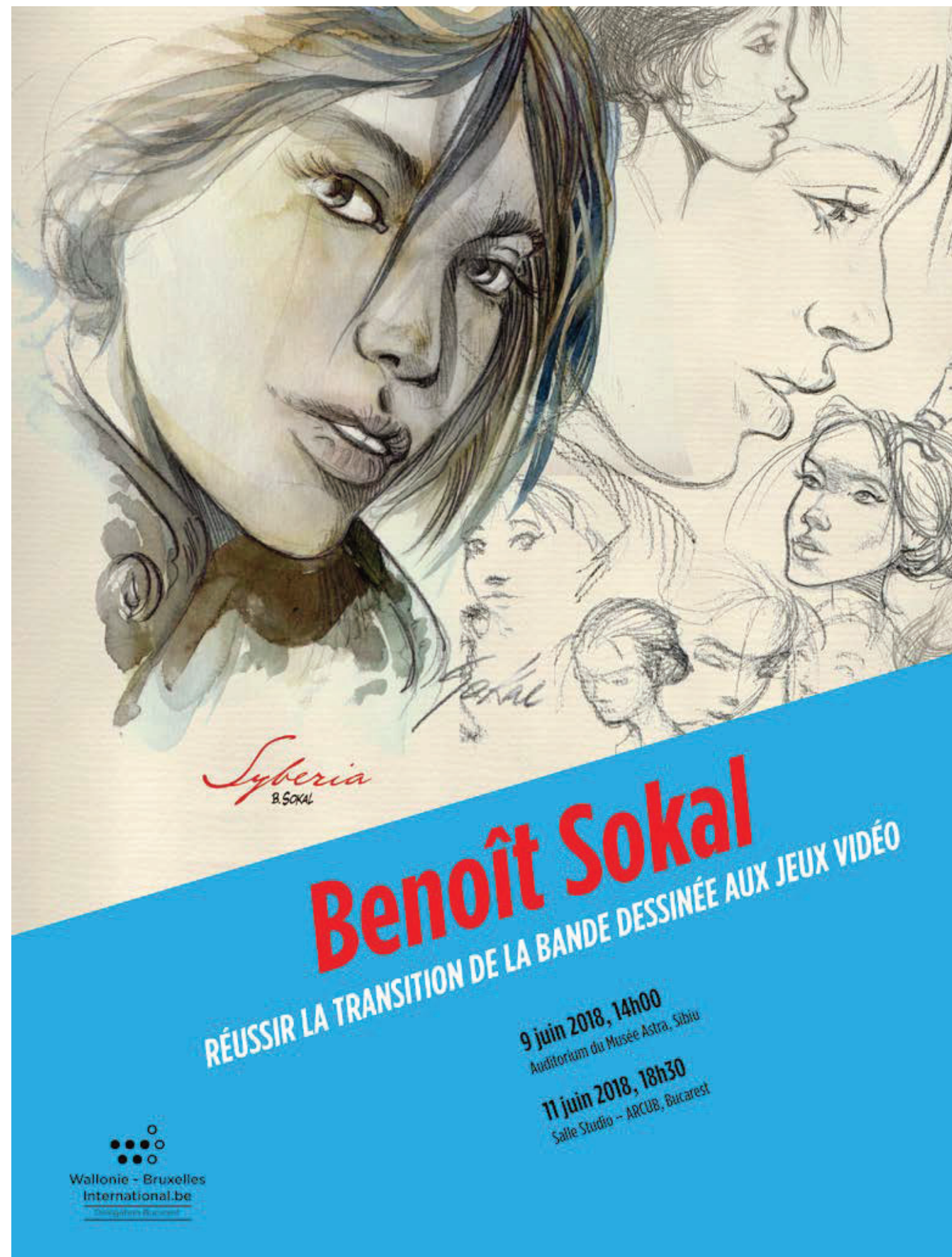
Chaque jeudi de
13h15 à 13h45 sur
www.rri.ro - canal 2

 **Radio
România
Internațional**

Un historien raconte son histoire. Lucian Boia vient de publier un premier volet de ses mémoires : *Comment j'ai vécu le communisme, le premier quart de siècle* *. Il s'agit de la période d'installation du régime communiste en Roumanie, peu après la fin de la Seconde Guerre mondiale, jusqu'en 1967, l'année où le futur grand historien achevait ses études universitaires. Une période qui coïncide donc avec l'enfance et la première jeunesse de l'auteur, et avec l'avènement de la dictature communiste de Ceaușescu. Historien prolifique, auteur de nombreux ouvrages sur l'histoire des idées et de l'imaginaire, professeur-vedette de la Faculté d'histoire et intellectuel impliqué, Lucian Boia dirige le Centre d'histoire de l'imaginaire à Bucarest dont il fut le fondateur, en 1993. L'ouvrage est à la fois attendu et surprenant. Cela fait des années que Lucian Boia publie, avec régularité, des livres sur l'histoire récente de la Roumanie, y compris sur le communisme. Mais c'est la première fois que l'historien se lance sur le terrain rugueux de la mémoire. Et avec quel talent ! L'auteur rigoureux se permet ici des moments de contemplation sereine, des divagations ludiques, et même des moments d'humour savoureux. Sans doute une façon de s'approprier l'histoire, ou de l'appivoiser. Lucian Boia est né à Bucarest en 1944, mais sa famille a dû déménager à Câmpulung Muscel suite au bombardement américain de la capitale. Des détails intéressants, peu connus, sur sa famille sont dévoilés. Sa mère provient d'une famille italienne établie en Roumanie vers la fin du 19ème siècle. Son père, originaire de la région de Sibiu, provient d'une famille de bergers. Ses deux parents ont suivi des études universitaires : sa mère fut licenciée en Lettres, son père a obtenu un doctorat en sociologie, les deux avaient même fondé une école de

sténographie et de secrétariat, en 1941, et ont pratiqué la sténographie dans diverses chancelleries. Une famille plutôt aisée, mais qui a vite connu les ravages de la guerre, la pénurie, et la douloureuse montée de la dictature. Quant au jeune Lucian, élève-modèle, il a pu apprendre le français à l'école et en cours privé, et se passionner pour l'étude des langues et de l'histoire. Avant de faire carrière en Roumanie et en France. Parmi ses ouvrages, il publiera en français *La mythologie scientifique du communisme / L'Occident. Une interprétation historique / Napoléon III, le mal-aimé*, ou encore *Hégémonie et Déclin de la France*. Ce livre de mémoires s'arrête en 1967, peu après la montée au pouvoir de Nicolae Ceaușescu. En 67, rien ne laissait entrevoir la transformation de cet encore jeune leader communiste en l'un des plus terribles dictateurs du bloc de l'Est. Ceaușescu remplaçait au pouvoir Gheorghe Gheorghiu-Dej, et semblait vouloir instaurer une démocratie socialiste indépendante de Moscou, avec une ambitieuse politique internationale. Nombreux sont ceux qui, à l'époque, ont salué cet esprit indépendantiste et appréciaient la relative stabilité économique du pays. Mais pas Lucian Boia, qui ne s'est jamais senti séduit ni par les idéologies marxistes et léninistes, ni par les promesses d'un avenir brillant sous le socialisme. Son adhésion au Parti communiste pendant ses études universitaires ne fut qu'une question d'opportunité ; il a accepté de devenir membre par peur d'être limogé. L'atmosphère à la Faculté, de plus en plus étouffante, il la décrit avec intransigeance : mis à part quelques professeurs qui ont su garder leur intégrité pendant les années de dictature, les portraits de cadres qu'il dépeint dans son livre ne sont guère flatteurs.

* Cum am trecut prin comunism.
Primul sfert de veac, ed. Humanitas 2018



Syberia
B. SOKAL

Benoît Sokal
RÉUSSIR LA TRANSITION DE LA BANDE DESSINÉE AUX JEUX VIDÉO

9 juin 2018, 14h00
Auditorium du Musée Astra, Sibiu

11 juin 2018, 18h30
Salle Studio - ARCUB, Bucarest

Wallonie - Bruxelles
International.be
Chinequatre Wallonie



FRANCE
MÉDIAS
MONDE



ANCA NĂSTASE
MATEI VIȘNIEC
VASILE DĂMIAN

40 DE MINUTE

DUPLEX BUCUREȘTI-PARIS ■ LUNI-VINERI 18:15

București 93.5 FM ■ Iași 97.9 FM ■ Craiova 94 FM ■ Sibiu 89 FM ■ Cluj-Napoca 91.7 FM
Timișoara 96.9 FM ■ Chișinău 107.3 FM

Disponibil pe rfi.ro

Société

Peut tout faire

Texte et photo : Aline Fontaine

À Timișoara, un « creative space » vient d'ouvrir ses portes. Encore rare en Roumanie, ce genre de lieu permet aux passionnés de technologie et de design d'accéder à des machines toutes plus originales les unes que les autres. Et de ramener l'art de créer au cœur d'un monde de plus en plus virtuel.

Comme Alice au pays des merveilles, il faut pousser plusieurs portes, depuis la cour d'une ancienne usine, avant d'atteindre le nouveau laboratoire de Timișoara, où les lettres de « creative space » s'illuminent les unes après les autres grâce à des LED multicolores. Autour, flottent les mots « rêve », « découvre », « imagine », découpés au laser dans du carton de boîte à pizza. Un tube en métal slalome entre tous ces éléments pour finir sur un manomètre. L'aiguille, bloquée dans le rouge,

indique une pression de 13 bars. Attention, derrière cette porte, des esprits bouillonnent.

Surtout ceux de Nicu, Andrei et Cristi, trois programmeurs à l'initiative de cet espace de création. Ensemble, ils ont créé une ONG et investi quelque 20 000 euros pour acquérir ou construire eux-mêmes des machines de précision. Avec un quatrième ami, Cosmin, ingénieur en construction, ils ont aménagé ce sous-sol peu commun.



Știm că un măr pe zi e bun pentru sănătate.
Dar nu e suficient.

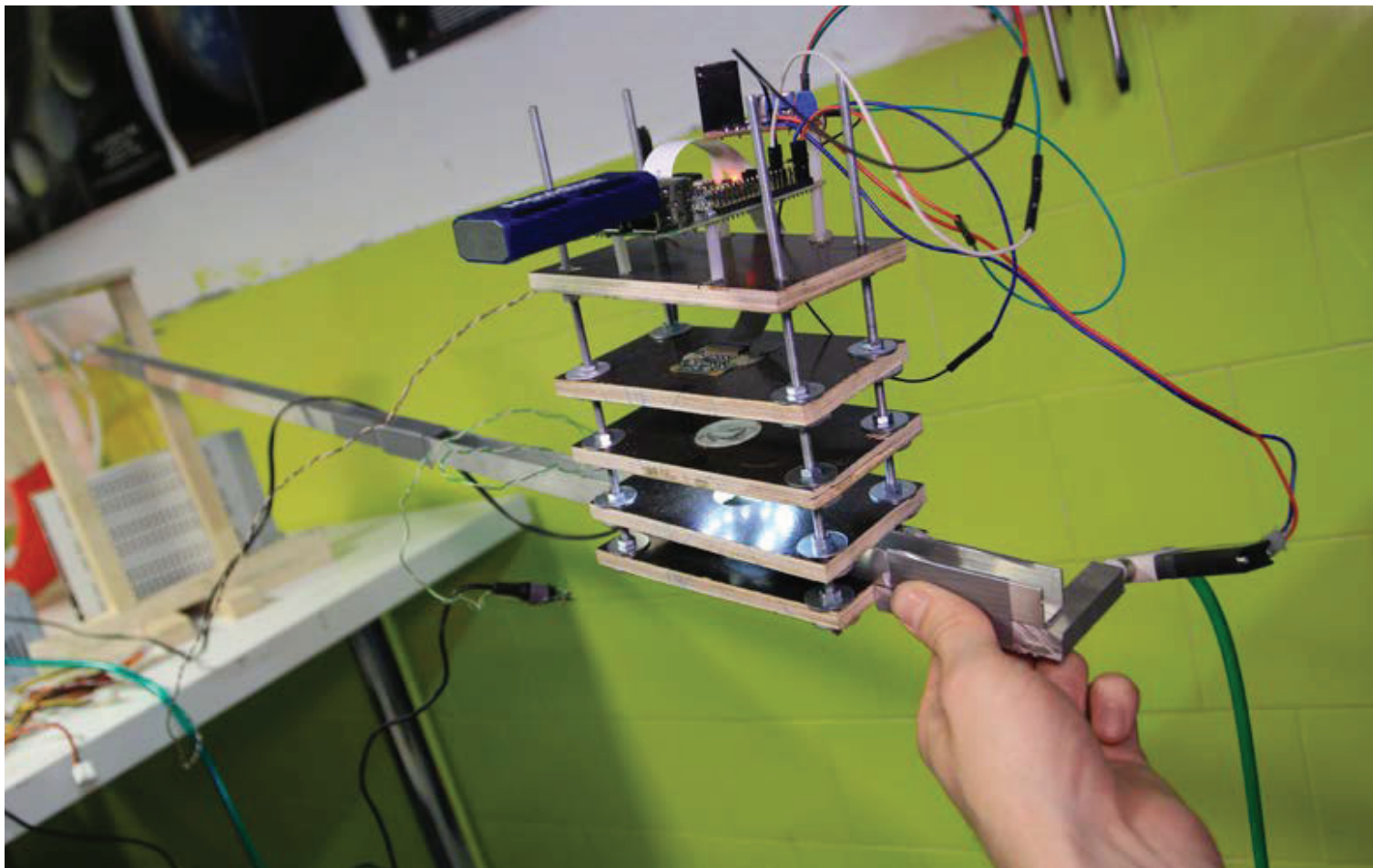
Poate alergi în parc. Sau doar la tenis, pe consolă.
Poate mânânci vegan. Sau îți place salata doar într-un burger.
Poate ești mai calm decât Sfînxul din Bucegi. Sau ai atîta energie încît încarci telefonul cînd vorbești.

Indiferent unde te regăsești, nu ai făcut suficient pentru sănătatea ta.
O soluție completă înseamnă prevenție + diagnostic + tratament.
O ai acum, prin Asigurarea Medicală Integrală.

Asigurarea
Medicală
Integrală

REGINA MARIA
REȚEA NAȚIONALĂ DE SĂNĂTATE

Groupama
Asigurări



Le séparateur de graines

Dans la première salle, des imprimantes 3D et un laser s'activent. Dans la deuxième, un tour, une machine-outil à commande numérique, des appareils à souder et toutes sortes de perceuses, meuleuses, ponceuses. À partir de 150 lei par mois, tout féru de création, petit ou grand, peut rejoindre l'équipe et bénéficier de ces instruments pendant les soirées et le week-end.

« C'est l'endroit idéal pour mettre toutes ces machines, explique Nicu, le plus jeune de la bande. Elles sont plutôt encombrantes et, il faut le reconnaître, dégagent des odeurs que beaucoup ne supporteraient pas forcément. »

Leur objectif est avant tout d'insuffler une communauté de passionnés et de développer un savoir-faire local. « Aucun de nous n'est spécialiste. L'intérêt suffit, les connaissances suivront. Quand j'ai voulu fabriquer ma première imprimante 3D, j'ai regardé sur Internet, mais je n'y ai pas trouvé les réponses à toutes mes questions. J'ai demandé conseil à Cristi, mon collègue de travail, car je savais qu'il était très manuel. Par chance, il avait réussi à en fabriquer une, après sept tentatives, et m'a transmis ses secrets », poursuit Nicu.

Pour Cristi, ce projet est un accomplissement. « Chez moi, quand j'étais petit, je démontais tout ce que je trouvais faute de moyens pour monter moi-même des choses. J'espère aussi raviver l'esprit du club des pionniers afin d'apprendre à des enfants à faire des maquettes de train en bois, par exemple. Moi, j'allais au cours d'aéromodélisme, et c'était très stimulant », se réjouit d'avance ce discret grisonnant, dont les œuvres semblent tout droit sorties de l'atelier du professeur Tournesol pour les unes, d'un film de Tim Burton pour les autres.

Sa collection de chapeaux multifonctions en témoigne. « Celui-là indique mon humeur. J'ai étalé tous les objets que je garde me disant que je les transformerais bien à un moment. Au bout de deux jours, j'ai trouvé l'assemblage qui me convenait. J'ai collé des plumes de toutes les couleurs à droite, posé des lunettes de soudure que j'ai repeintes sur le devant, et installé un système de LED. Regardez, quand j'appuie ici, une lumière verte sort des verres, signifiant que je suis content. Si j'appuie là, une lumière rouge apparaît, cela veut dire que je suis en colère », annonce-t-il en souriant, fier de son invention.

Cristi ne se compare pas à un artiste, « mais je ne peux juste pas rester sans rien faire », soutient-il. Sur un autre couvre-chef, il a intégré un mécanisme de montre. Une fois posé sur la tête, un tic-tac rappelle que le temps passe... « C'est important, car dans ce lieu, on perd vite la notion du temps », admet-il.

Le majestueux zeppelin en toile et bois accroché dans le couloir, la grenouille fabriquée à base de couverts, ou encore les pièces d'un futur robot BB-8 (personnage de Star Wars) fraîchement sorties de l'imprimante 3D, illustrent l'étendue du champ des possibles offert par cet espace.

Si ce mouvement des « maker spaces » s'est bien répandu dans les pays anglo-saxons, il reste timide en Roumanie. « Il est néanmoins nécessaire, souligne Nicu. On a trop tendance à développer la partie software en oubliant le hardware, pourtant indissociable. On le voit bien, dans les concours d'informatique organisés dans le pays, rares sont les équipes qui produisent quelque chose de palpable. Or, nous devons mettre les mains dans le cambouis, et pas seulement créer des applications. »

De pareilles initiatives, où les gens fabriquent ensemble, sont aussi une façon de repenser la modernité. « Une fois, j'ai atterri à l'aéroport de Bucarest et lu ce message : "Ici, reculez vos montres de 25 ans". Mais j'espère surtout que dans 25 ans, la Roumanie ne ressemblera pas au Japon, pour prendre le pire exemple, où les habitants sont devenus très individualistes à force de rester derrière leurs écrans », s'inquiète Andrei, le troisième co-fondateur.

Les premiers membres du « creative space » de Timișoara semblent avoir trouvé le moyen de ne pas en arriver là. « Je suis en train de construire un séparateur de graines », explique Titus, un jeune programmeur en salopette de travail. La graine qu'il insère dans une tour passe dans un tube sur lequel il a installé une caméra. Grâce à un programme d'intelligence artificielle intégré, la caméra détecte si la graine possède une coquille ou pas. « J'ai eu cette idée de mon père, agriculteur, s'enthousiasme-t-il. Il m'a dit que le blé se vend beaucoup moins bien s'il reste des brins d'orge. Ici, j'ai tous les outils et le nécessaire pour développer un système qui, je l'espère, l'aidera à séparer ses graines. »

LEROY MERLIN

Chez Leroy Merlin, nous sommes là tous les jours pour soutenir vos envies de construire, rénover et décorer votre maison ou votre jardin.

www.leroymerlin.ro

Il y a quatre ans, nous avons publié un grand reportage sur le delta du Danube (voir le numéro 66 de *Regard*), avant de parcourir plusieurs régions de l'intérieur. Un retour sur la côte s'imposait, d'autant que le littoral roumain est souvent décrié.

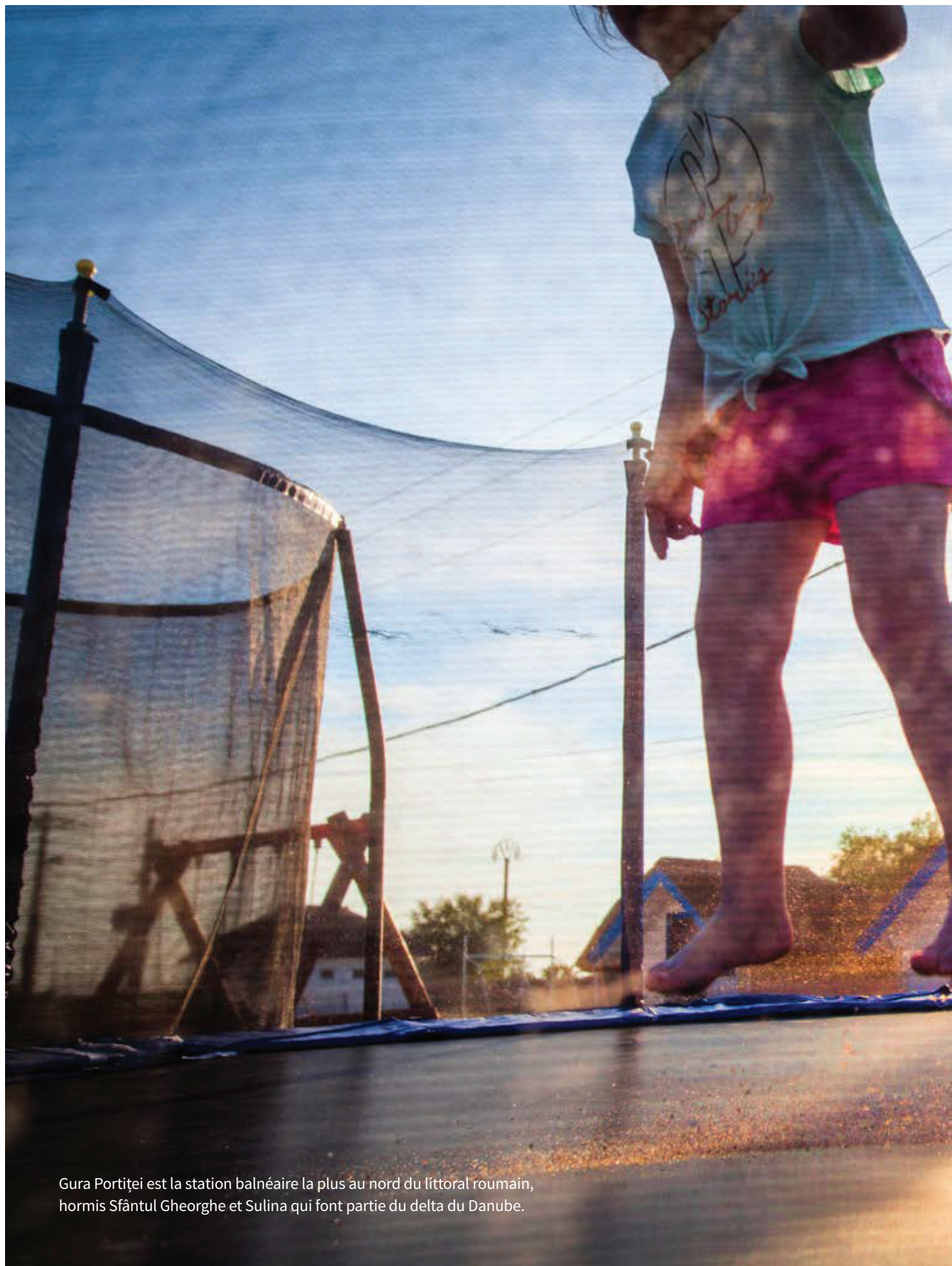
De Gura Portiței au nord à Vama Veche au sud, qui est-il vraiment ?

Le photographe Mihai Barbu est parti pendant plusieurs jours sentir l'atmosphère le long des plages, un peu hors saison, un peu pour montrer d'autres choses.

Le choix des arrêts de ce petit voyage photographique est évidemment subjectif, l'idée était avant tout de donner une autre image du littoral, et de cette mer qui est loin d'être noire. L.C.



Texte et photos : Mihai Barbu



Gura Portiței est la station balnéaire la plus au nord du littoral roumain, hormis Sfântul Gheorghe et Sulina qui font partie du delta du Danube.





Bateau assurant
le transport entre
Jurilovca et
Gura Portiței.



La citadelle d’Histria (Cetatea Histria), appartenant à la commune d’Istria, est la plus ancienne ville de Roumanie ; elle fut établie au milieu du 7ème siècle. À partir de 1914, des travaux archéologiques ont mis au jour d’importants vestiges, sculptures, céramiques, etc. Ces dernières années, le musée de la citadelle d’Histria a été réhabilité, grâce notamment aux fonds du programme européen Phare.



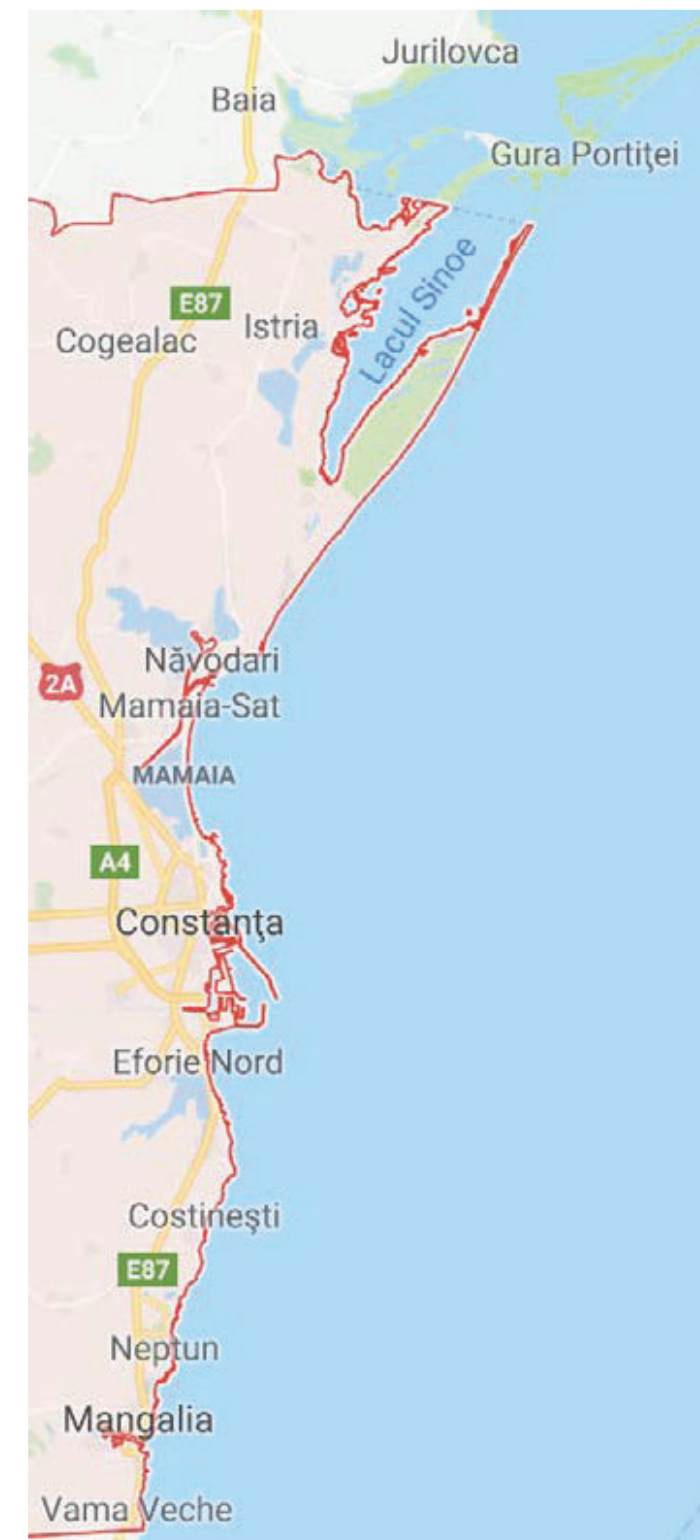
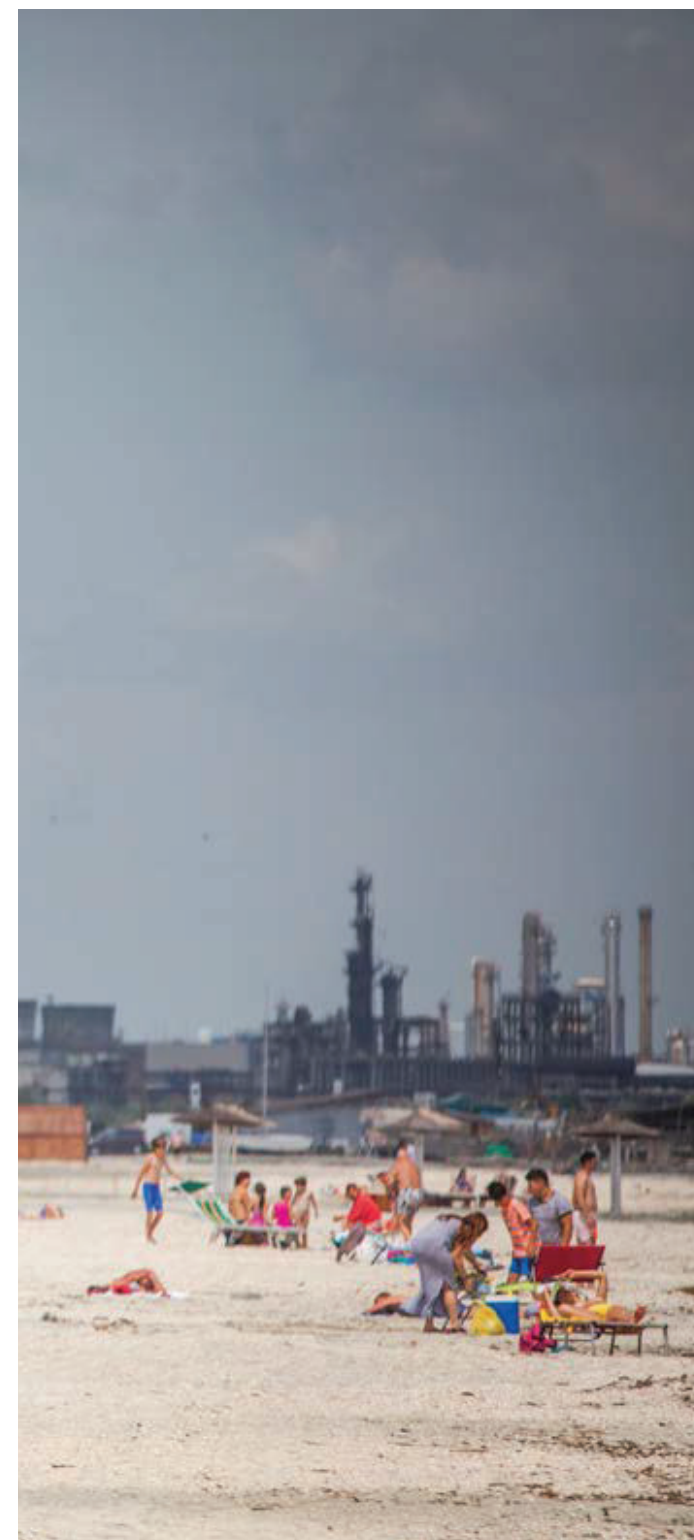
Avec la plage de Corbu, la plage de Vadu, à une vingtaine de kilomètres au sud d'Istria, est l'une des plus sauvages du pays.



Quelques kilomètres plus au sud, la plage de Corbu.



Năvodari est une petite ville d'un peu plus de 30 000 habitants située à une dizaine de kilomètres au nord de Constanța.





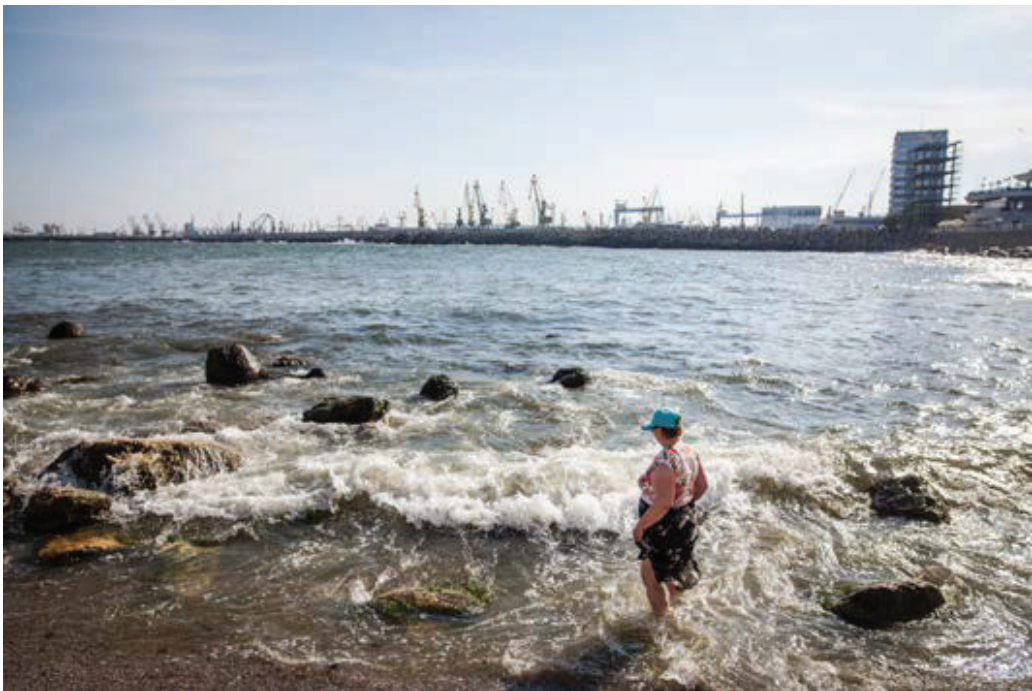
Statue du pêcheur avec son filet (« Pescar cu năvod »), dans le centre de Năvodari.



Plage de Năvodari.



Mamaia, la plus populaire des stations du littoral roumain, fait partie de la municipalité de Constanța. Le nord de la station fut pendant longtemps un village de pêcheurs grecs et lipovènes (petit groupe ethnique slave d'origine russe), de bergers roumains et d'éleveurs de chevaux tatares. Le nom de Mamaia serait d'ailleurs celui d'un propriétaire tatar, du temps de la domination ottomane.



Constanța, fondée 600 ans av. J.-C., est la plus ancienne des villes de Roumanie ayant été habitée de façon continue, et la plus grande du littoral. Capitale du département de Constanța, elle compte aujourd’hui environ 300 000 habitants.

Le port de Constanța, le plus grand port de la mer Noire, s’étend sur près de 40 km².



Le casino abandonné de Constanța.

Littoral roumain, ton histoire

Mihaela Rodina

Plages bondées, enfants qui courent dans tous les sens soulevant le sable, vendeurs ambulants qui crient à tue-tête... La côte de la mer Noire fourmille de vacanciers en été. Mais au début du 20ème siècle, le littoral n'était qu'une tache blanche sur la carte de la Roumanie.

Les premiers pas vers le développement de la côte furent faits par un boyard, Ioan Movilă, qui, séduit par les propriétés curatives de la boue du lac de Techirghiol, fit bâtir à proximité un hôtel, inauguré en 1899, suivi en 1902 par un deuxième. La première saison estivale, organisée entre le 15 juillet et le 15 août 1902, fut un succès qui encouragea les Movilă à aller de l'avant. Une cinquantaine de villas et d'hôtels furent érigés entre 1903 et 1906. Appelée au début Techirghiol-Movilă, la station fut rebaptisée Carmen Sylva (pseudonyme littéraire de la reine Élisabeth de Roumanie), puis Vasile Roaită (du nom d'un ouvrier transformé en héros par le régime communiste), avant de devenir Eforie Sud.

Quelques kilomètres plus au nord, le conseil (Eforie) des hôpitaux civils de Bucarest construisit en 1901 un premier sanatorium pour enfants atteints de tuberculose. Plusieurs villas furent bâties à proximité les années suivantes, devenant le noyau autour duquel se développa la station d'Eforie Nord.

Alors que les cures balnéaires commençaient à attirer des villégiateurs, l'ingénieur Anghel Saligny notait, en 1904, que la ville portuaire de Constanța avait elle aussi besoin d'une « *plage à proximité, où les visiteurs puissent passer la journée et même habiter dans des maisons de vacances, comme cela se fait à l'étranger* ». Un an plus tard, le conseil communal de Constanța décidait de créer une station au nord de la ville, sur un terrain vague appartenant à Mamaia Sat (le village de Mamaia). Le terrain d'une dizaine d'hectares fut parcellé et les lots vendus

à quelque 130 investisseurs. Une voie ferrée fut construite et les premières constructions en bois inaugurées en 1906. Mais c'est dans l'entre-deux-guerres que la nouvelle station se développa : 35 villas, le pavillon royal, le casino ou encore le Grand Hôtel Rex furent érigés entre 1925 et 1938.

Connue aujourd'hui comme la station de la jeunesse, Costinești doit son nom à un ancien ministre des Finances, Emil Costinescu (1844-1921) qui acheta une propriété dans la région auprès des descendants de l'homme politique Mihail Kogălniceanu. Le terrain fut colonisé au tournant du 19ème siècle par des Allemands, contraints de quitter les lieux en 1940. Tout comme 2 Mai et Vama Veche, Costinești demeura pendant de nombreuses années un village paisible où les touristes se logeaient chez l'habitant.

Vers la fin des années 1960, souhaitant encourager le tourisme de masse, le dirigeant communiste Nicolae Ceaușescu décida que la Roumanie avait besoin de nouvelles stations balnéaires où la classe ouvrière puisse se détendre. C'est ainsi que naquirent Neptun, Olimp, Saturn, Jupiter, Venus et Aurora, bâties de zéro en l'espace de six ans seulement, entre 1967 et 1973.

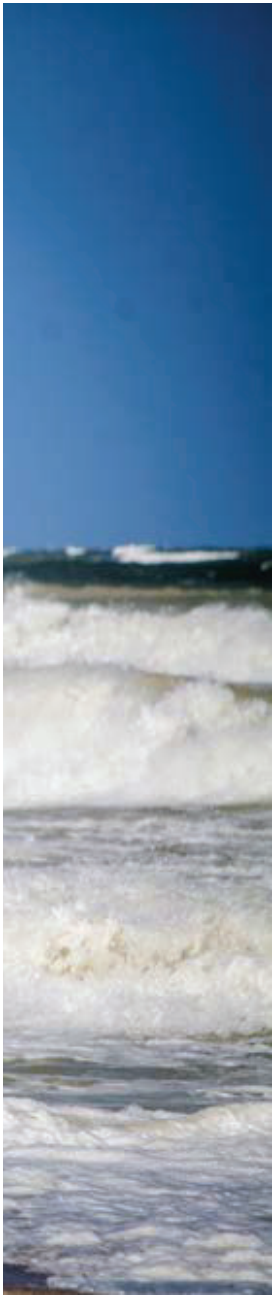
Si aujourd'hui le littoral roumain accueille plus d'un million de touristes par an, il recèle encore de trésors cachés, notamment les plages sauvages de Corbu et de Vadu. Situées à quelques kilomètres au nord de Mamaia, ces deux plages, qui font partie de la réserve naturelle du delta du Danube, permettent de retourner dans le temps pour retrouver la côte telle qu'elle était avant la ruée des vacanciers. Seuls les cris des mouettes et le bruit des vagues viennent briser le silence, tandis que la mer efface rapidement les pas des rares touristes qui s'y promènent.



Paul Dicu, 49 ans, à Eforie Nord, au sud de Constanța... « Je viens d'acheter ce voilier de douze mètres qui peut parfaitement traverser les océans. La question n'est pas pourquoi je l'ai acheté, sinon pourquoi j'ai attendu vingt ans avant de le faire. J'ai vendu ma maison pour ce bateau. De fait, je préfère l'eau à la terre qui ne me plaît plus trop, et puis l'eau est plus propre. Je me promène, seul ou accompagné. J'ai baptisé ce voilier Nina, du nom de ma mère. »



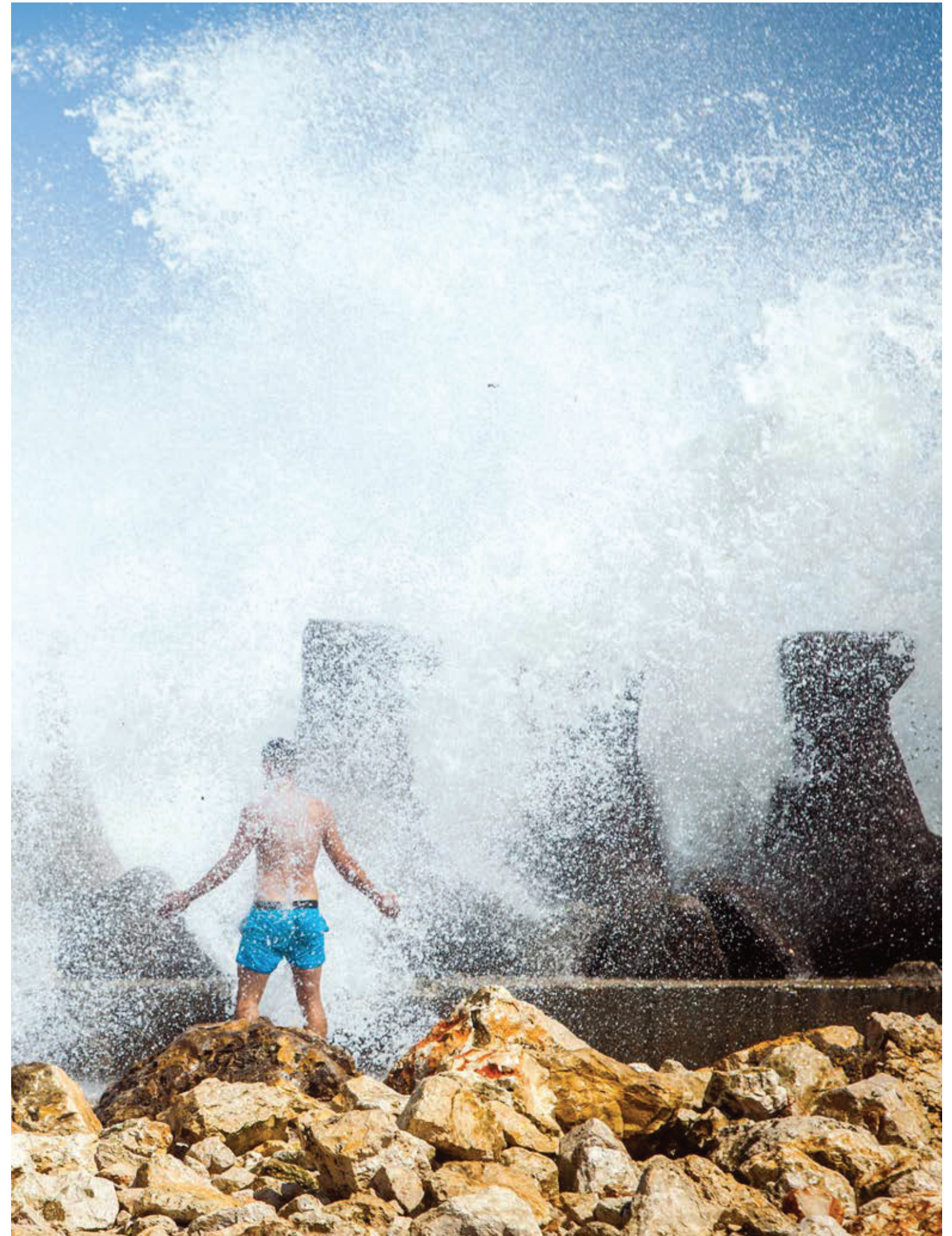
À l’horizon, l’épave du navire Evangelia qui s’est échoué à Costinești le 15 octobre 1968. Pendant la Seconde Guerre mondiale, ce fut un cargo américain, avant de devenir un navire commercial.



Costinești est une autre station balnéaire encore plus au sud de Constanța, à 30 kilomètres.

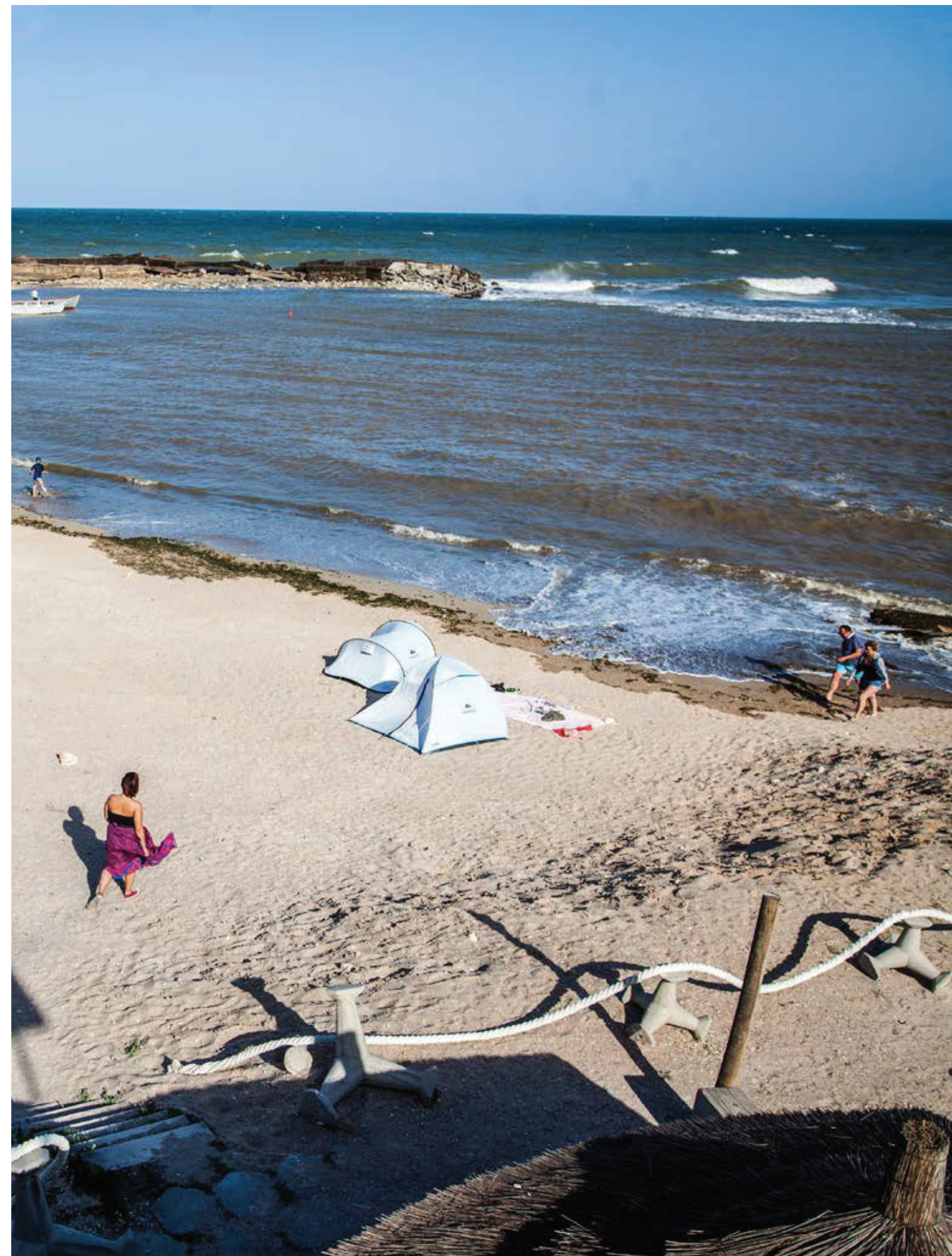
L’obélisque de Costinești, symbole de la station.







20 km plus au sud, la station 2 Mai, fondée en 1887 par Mihail Kogălniceanu, ancien Premier ministre de Roumanie de 1863 à 1865. Sur la photo, la petite plage du golfe des pêcheurs, où le camping sauvage est permis.



Vama Veche, juste avant la Bulgarie, fut fondée en 1811 par quelques familles gagaouzes. Elle a été dénommée « l'ancienne douane » après son intégration à la Roumanie en 1913.

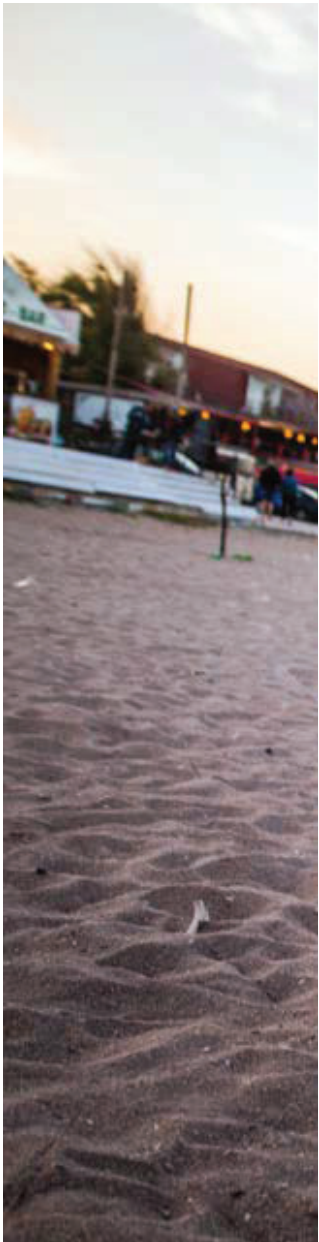


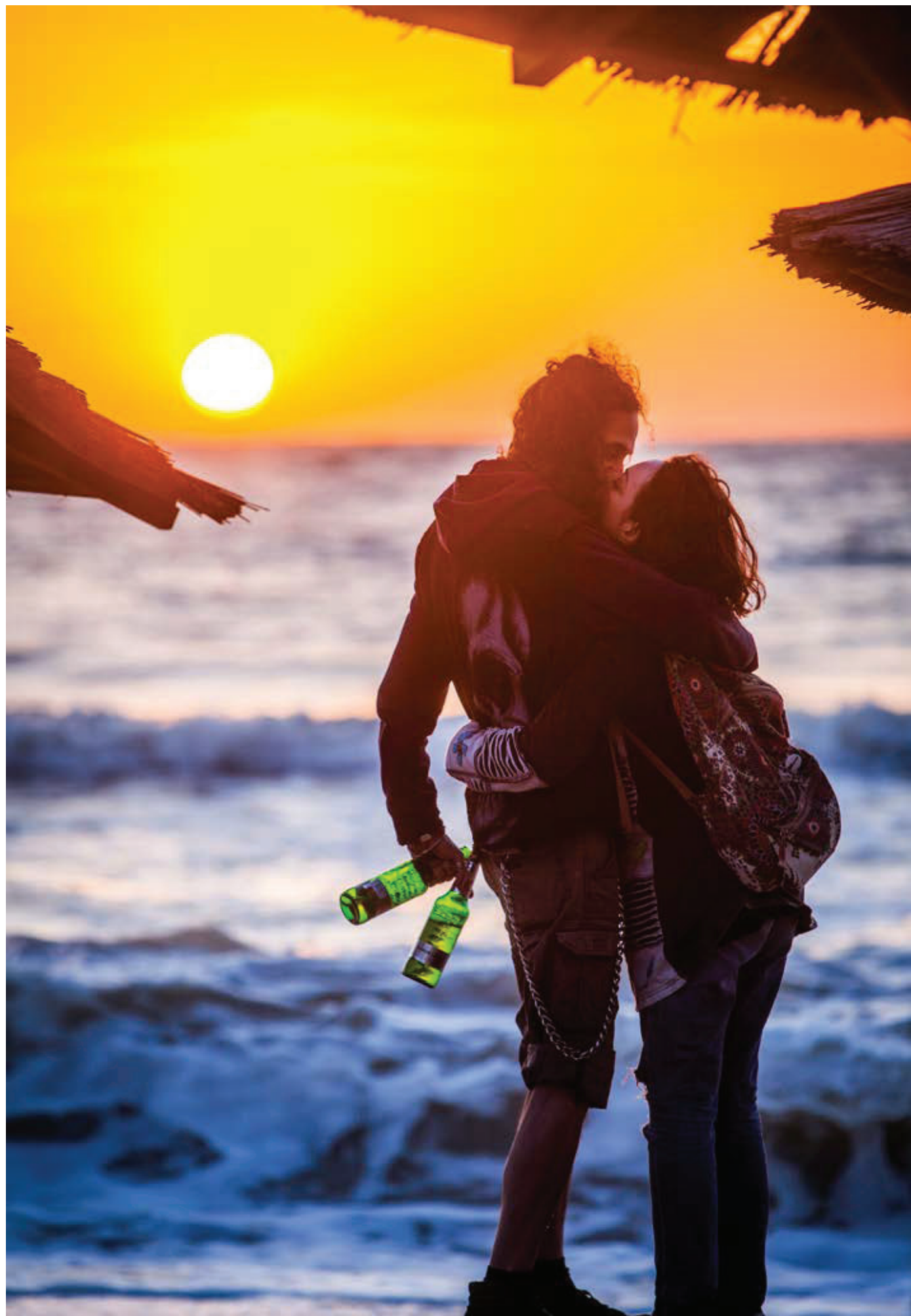




Cristina, 40 ans,
à Vama Veche...

« Je suis venue à Vama
pour la première fois
en 2004, l'endroit avait
déjà beaucoup changé.
Toutefois, j'ai tout de
suite senti qu'il allait
me procurer un peu les
mêmes choses qu'à ceux
qui y venaient au début
des années 1990. C'est
un lieu où je peux me
relaxer, reprendre des
forces, rencontrer des
gens différents et faire
des choses différentes.
Malgré les changements
récents, je crois que
chacun peut trouver à
Vama des moments qui
le feront revenir. »





LA FRANCOPHONIE SE MOBILISE POUR APPORTER DES SOLUTIONS

Une langue
présente sur les
5 CONTINENTS



274
MILLIONS
de FRANCOPHONES



900 000
ENSEIGNANTS



125 MILLIONS
d'apprenants



3^e
langue
des **AFFAIRES**



2^e
langue
APPRISE
dans le monde



3^e
langue
des **BLOGUES**
et **FORUMS**

francophonie.org

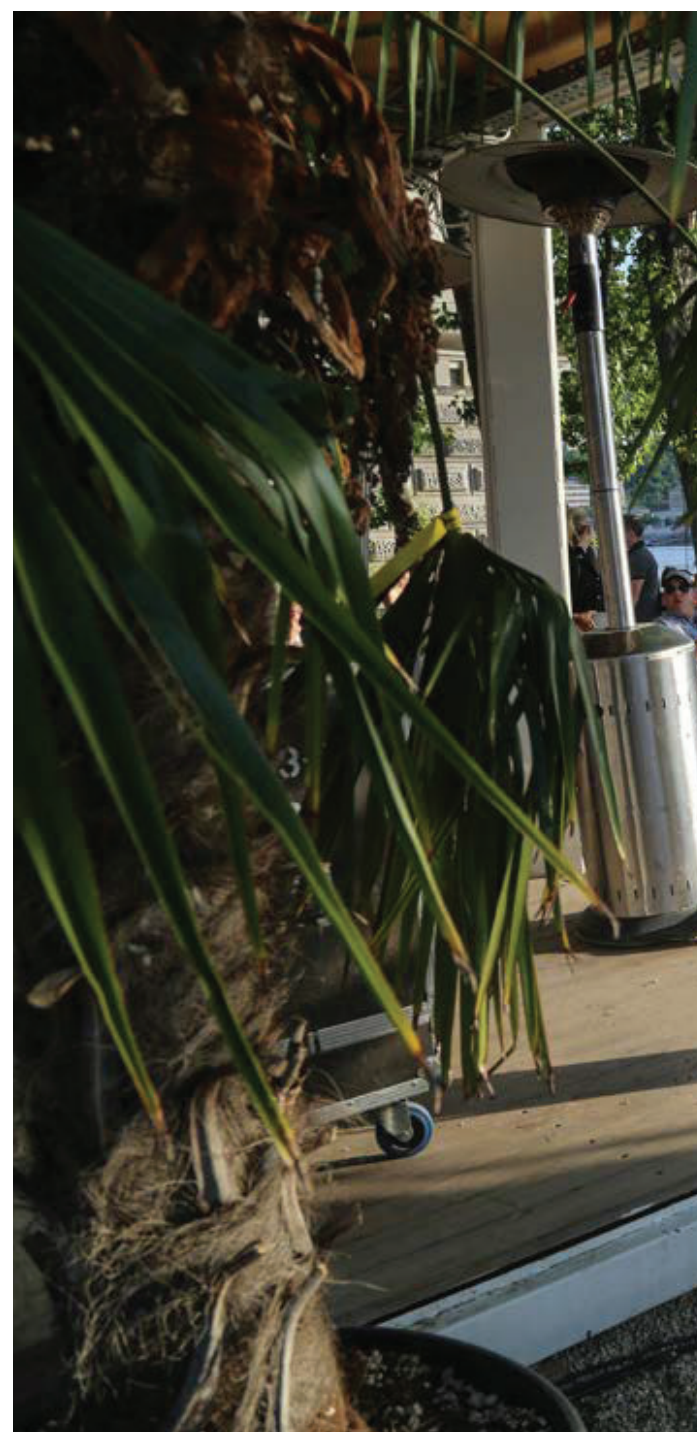
ORGANISATION
INTERNATIONALE DE
la francophonie



Texte et photos : Hélène Bienvenu

Un autre courant

Le Danube traverse Budapest sur près de 30 kilomètres. Le plus long fleuve de l'Union européenne divise la capitale hongroise entre Pest, rive gauche, et Buda, rive droite ; les deux communiquent grâce à douze ponts, dont six en centre-ville. À la fois sauvages, surtout au nord de la ville, et très urbaines, les rives du Danube sont, côté Buda, dévolues aux promeneurs et aux cyclistes. Et depuis 2011, une association de citoyens, Valyo, œuvre à rapprocher davantage le fleuve de ses habitants en égrenant des projets d'aménagement. Cet été, ils ont investi le pied du pont Rákóczi et s'apprêtent, comme l'an dernier, à piétonner et animer le pont de la Liberté.



Rares sont les bars à s'être installés directement en bordure du Danube. Pontoon fait exception depuis 2016, distillant son ambiance « Budapest plage » au pied du pont des Chaînes, rive gauche. Premier pont permanent de Budapest, inauguré en 1849, le pont des Chaînes a fait l'objet d'une reconstruction minutieuse après la Seconde Guerre mondiale, comme tous les autres de la capitale hongroise.

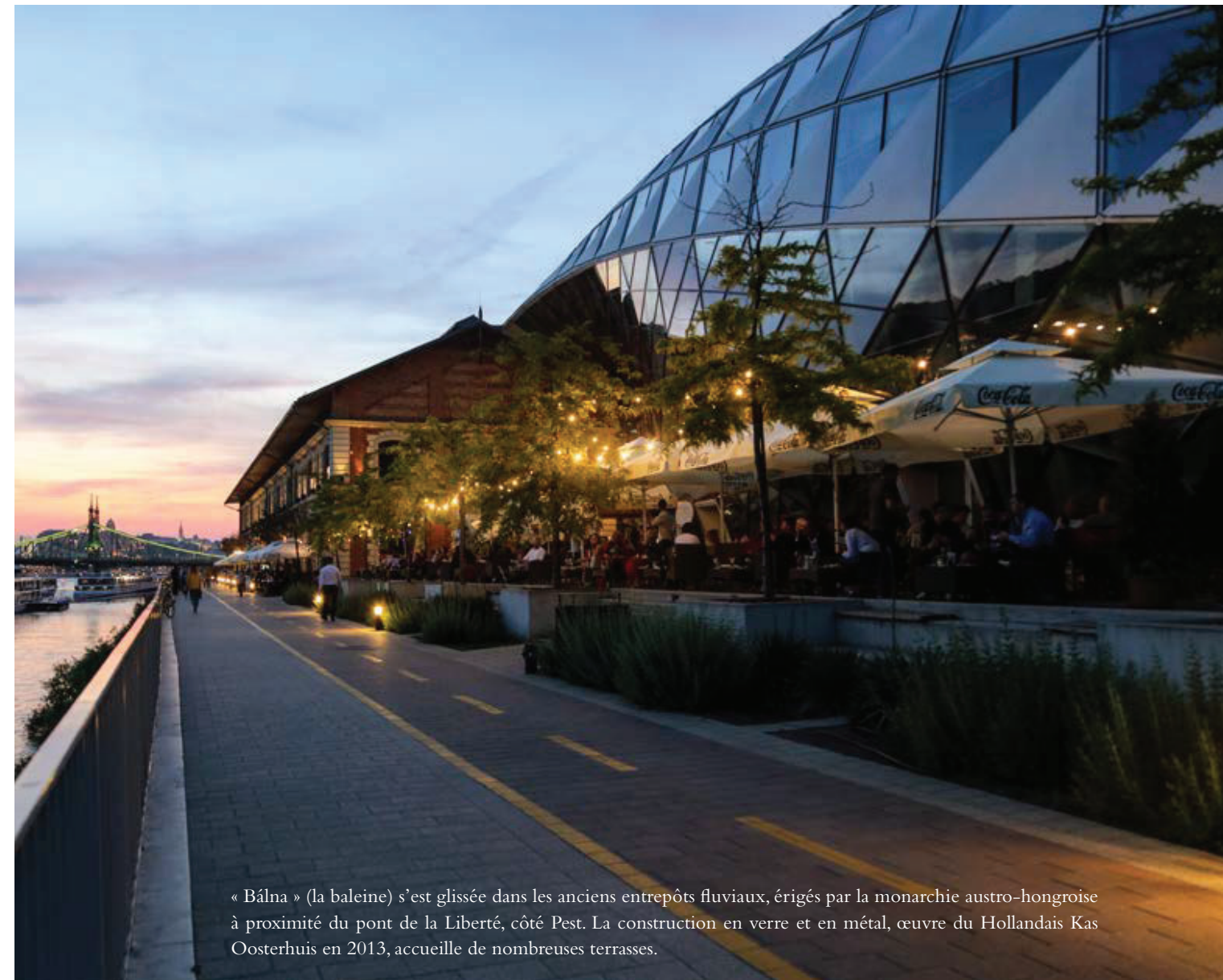


Face au Parlement, côté Pest, des chaussures ont été figées par le sculpteur Gyula Pauer en mémoire des 3500 personnes fusillées par les Croix fléchées, le parti nazi hongrois, entre 1940 et 1944. Sur ordre de leurs bourreaux, les victimes avaient au préalable pris soin de retirer leurs chaussures. Depuis, ce mémorial est devenu un incontournable touristique de la ville.



Plus loin, un groupe d'amis profite d'un barbecue, toujours à Valyo. « *Le but est que les gens forment une communauté, prennent le temps de ralentir, et réfléchissent à ce que représente le Danube. On espère d'ailleurs que les investisseurs qui prévoient de construire ici même un stade d'athlétisme abandonnent leur projet* », commentent Dávid et Miklós, « *activistes du Danube* », et moteurs de l'association qui investit régulièrement les berges du fleuve.

Séance de yoga au pied du pont Rákóczi, au sud du centre-ville, au port de Valyo, qui a donné son nom au projet citoyen de réappropriation du Danube. Pour Boglarka, qui enseigne bénévolement le yoga, « *le Danube génère une énergie bien particulière* ».



« Bálna » (la baleine) s'est glissée dans les anciens entrepôts fluviaux, érigés par la monarchie austro-hongroise à proximité du pont de la Liberté, côté Pest. La construction en verre et en métal, œuvre du Hollandais Kas Oosterhuis en 2013, accueille de nombreuses terrasses.



Népsziget, au nord de Pest, est une ancienne péninsule industrielle. Depuis, les usines ont fermé mais les pêcheurs et les curieux s’y rendent volontiers.

Sur le voisin

Propos recueillis par
Dimitri Dubuisson

Comment se porte l’économie bulgare ? Petit tour d’horizon avec Peter Ganev, analyste à l’Institut for Market Economics basé à Sofia.

Regard : Comment décririez-vous en quelques mots la situation économique de la Bulgarie ?

Peter Ganev : Je vais essayer de faire court, avec donc des raccourcis... L’économie bulgare connaît une croissance régulière d’environ 4% depuis maintenant plusieurs années, et elle devrait pouvoir garder ce rythme pendant les deux ou trois ans à venir, normalement. Nos centres économiques, Sofia, Plovdiv ou Stara Zagora sont plutôt dynamiques. L’épine dorsale de notre économie sont les entreprises privées qui exportent biens et services à l’étranger, principalement vers l’Union européenne. Le taux d’emploi est à un niveau record, 67% des personnes actives avaient un emploi en 2017, le chômage devrait d’ailleurs descendre sous la barre des 5% en 2018 (6,2% de la population en 2017, ndlr). Par ailleurs, les salaires ont augmenté de 7% au cours des premiers mois de cette année, comparativement aux trois premiers mois de 2017. Certes, le salaire minimum reste le plus bas de l’Union européenne, mais il est passé de 90 à 255 euros depuis 2007, et l’argent qui vient des Bulgares travaillant à l’étranger, estimé à 800 millions d’euros pour 2017, soutient le niveau de vie de beaucoup de familles. Enfin, l’excédent budgétaire en 2017 était de 0,9% du PIB (produit intérieur brut, ndlr). Bref, l’économie bulgare est plutôt en bonne forme, avec une inflation régulière chiffrée à 2,1% en 2017. Sans oublier que le taux d’absorption des fonds européens a atteint 90% pour la période 2007-2013.

Quelles sont les zones d’ombre à ce tableau plutôt radieux ?

Les principaux problèmes sont surtout politiques, et non purement économiques. Une importante corruption, un système judiciaire défaillant, des institutions sous contrôle, des médias peu libres et un populisme bien présent restent des freins à

la marche en avant de l’économie. Malgré certains efforts, la Bulgarie n’a pas réussi à résoudre le manque d’indépendance de la justice et la corruption. À côté de ces soucis récurrents, le pays est confronté, comme en Roumanie, à des défis de capital humain ; la main-d’œuvre n’est pas suffisamment compétente et les entreprises se démènent pour trouver le personnel dont elles ont besoin. Quant aux investissements dans leur ensemble, ils sont relativement faibles par rapport à 2007-2008, date d’entrée du pays dans l’Union européenne.

Justement, la Bulgarie attire-t-elle suffisamment d’investissements étrangers ?

Elle attire les sociétés étrangères en raison de l’accès aux marchés de l’UE, une main-d’œuvre peu onéreuse, et une fiscalité très avantageuse – l’imposition du profit est à 10%, ndlr. Les premiers investisseurs sont l’Autriche, les Pays-Bas, l’Allemagne, la Grèce et le Royaume-Uni. Mais encore une fois, l’attraction du pays est limitée par la corruption et le manque de main-d’œuvre qualifiée – selon la Banque mondiale, le pourcentage moyen des investissements étrangers par rapport au PIB n’a été que de 6,6% de 1990 à 2016, avec un pic à 31% en 2007 lors de l’entrée dans l’UE, ndlr.

Quels sont les secteurs les plus performants ?

L’économie est plutôt diversifiée, elle ne dépend pas seulement de deux ou trois secteurs. Certes, le tourisme (8,7 millions de visiteurs étrangers l’an dernier, ndlr) est très performant, mais la croissance de ces dernières années est principalement attribuable à des entreprises compétitives qui sont en mesure d’exporter vers les marchés étrangers. La fabrication de pièces pour l’automobile se porte très bien, par exemple.

Les services, notamment l'informatique, connaissent également une croissance rapide.

Qu'en est-il des services sociaux ?

L'État bulgare a souvent dégagé des surplus budgétaires ces dernières années ; cette année encore, le budget se porte bien. De fait, sur ce point, la Bulgarie fait partie des pays les plus performants de l'Union européenne. Pourtant, la collecte des taxes reste un problème récurrent. Et comme ailleurs, le paiement des retraites et des soins de santé sur le long terme est un vrai défi. D'autant que le taux de natalité est trois fois inférieur à celui des années 1950 – seulement 60 000 naissances par an, ndlr –, sans compter que l'exode vers l'Ouest continue.

Commercialement parlant, la Bulgarie est-elle en train de se tourner davantage vers l'Union européenne ou la Russie ?

Les relations commerciales de la Bulgarie sont majoritairement tournées vers les pays de l'Ouest, notamment ceux de l'Union européenne.

Comme le montrent les chiffres du premier trimestre de cette année, les échanges avec l'UE sont en progression constante (+12,2% pour l'export, +11,4% pour l'import, la balance commerciale restant déficitaire, d'environ 879 millions d'euros en 2017, ndlr). Comparativement, nos relations économiques avec la Russie sont mineures. Même si les Russes achètent massivement dans l'immobilier et s'intéressent à nos ressources énergétiques, ils ne font pas partie des premiers investisseurs.

L'économie bulgare est-elle prête à intégrer la zone euro ?

Nous sommes prêts à rejoindre le mécanisme de taux de change ERM II, antichambre de la zone euro. La Bulgarie remplit les principaux critères en termes de déficit, dette, inflation ou taux d'intérêt à long terme. Dans deux ans, le gouvernement prévoit donc de demander son entrée dans la zone euro auprès de l'UE et de la Banque centrale européenne, nous verrons bien. Cela devrait évidemment avoir des effets très positifs tant au niveau économique que politique.

Henri Mathias Berthelot - „Două patrii: Franța și România”

L'année 2018 est marquée par la célébration d'un siècle depuis la fin de la Première Guerre Mondiale. La Roumanie a une raison historique de plus pour célébrer : la Grande Union, c'est-à-dire la naissance de l'actuelle Roumanie.

Rien de cela n'aurait été possible sans l'apport du personnage qui a conduit la mission militaire française, l'homme totalement dédié à la tâche confiée par sa patrie, la France, qui a su transformer la Roumanie, comme il l'avoue lui-même, en une deuxième patrie : **le général Henri Mathias Berthelot**.

Le projet Henri Mathias Berthelot – „Două patrii: Franța și România” doit contribuer à rappeler l'importance des relations franco-roumaines dans le passé, mais aussi dans le présent et dans le futur.

Aux deux premiers événements : „**Henri Mathias Berthelot à Iași**” et „**Henri Berthelot, la Grande Union et la Famille Royale de Roumanie**”, ont participé des personnalités de marque comme Son Altesse Royale la Princesse **Maria de Roumanie**, le conseiller présidentiel **Andrei Muraru**, la sénatrice PNL de Iași **Iulia Scântei**, **Mihai Chirica**, le maire de la Ville de Iași, **Daniel Șandru**, le coordonnateur du Département Centenaire de la Mairie de Iași ou bien **Vincent Lorenzini**, directeur de l'Institut Français de Iași.

Le public a pu écouter puis dialoguer avec les intervenants : **Alexandru Muraru**, professeur de l'Université Cuza de Iași, **Sorin Iftimi**, historien au Complexe Muséal National „Moldova”, les historiens **Filip Iorga**, Directeur Général Adjoint de l'Institut Culturel Roumain et **Ștefan Popescu**, ancien Secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires Etrangères, **Nicolas Don**, journaliste et président de la Fondation ACTUS. Les événements ont été modérés par l'historienne **Mihaela Simina**.

Les partenaires du projet : Groupe Renault România, Engie, BRD Groupe Société Générale, Institut Français de Roumanie, RFI România, Regard, Lepetitjournal.com de Bucarest, StrategIS.

Iași, Bd. Ștefan cel Mare și Sfânt nr. 11, 700064
cabinet.primar@primaria-iasi.ro
tel. +40-232-218188 / fax +40-232-211200
www.facebook.com/PrimariaMunicipiuluiIasi

București, Str. Malatopol nr. 17 | office@actus.ro
tel./fax. +40-311-020222
www.facebook.com/fundatiaactus
www.facebook.com/henrimathiasberthelot/



KPMG
cutting through complexity™

KPMG Enterprise

KPMG Enterprise se consacre exclusivement à aider les propriétaires d'entreprises et les entrepreneurs à conférer de la valeur à leurs activités et à bâtir des entreprises prospères. C'est de fait notre seule raison d'être.

Contact
Jacqueline Laye, Director
Email: jlaye@kpmg.com



Couverture du numéro 13 de notre supplément en roumain sorti début mars (1100 exemplaires en papier recyclé / 28,5 cm sur 42,5 cm / 8 pages). Ic

Abonnez-vous dès maintenant à **REGARD**

Abonnement pour 12 mois
(4 numéros)
75 RON en Roumanie
(40 euros à l'étranger,
le timbre coûtant 7,10 euros
pour l'envoi d'un exemplaire)

Abonnement pour 24 mois
(8 numéros)
140 RON en Roumanie
(80 euros à l'étranger,
le timbre coûtant 7,10 euros
pour l'envoi d'un exemplaire)

Abonnement
numérique
Gratuit
via
l'abonnement
papier

en ligne : catalina@regard.ro, www.regard.ro / par téléphone : + (4) 0742 204 402

Rédacteur en chef

Laurent Couderc

Secrétaire générale

Jacqueline Laye

Secrétaire de rédaction

Cătălina Kahn

Ont participé à la rédaction de ce numéro

Mihai Barbu
Hélène Bienvenu
Carmen Constantin
Nicolas Don
Dimitri Dubuisson
Aline Fontaine
Ioana Lazăr
Marine Leduc
Matei Martin
Dan Popa
Mihaela Rodina
Isabelle Wesselingh

Maquette

Q-T-RAZ

Agences, photos et illustrations

Mihai Barbu
Hélène Bienvenu
Georgian Constantin
Aline Fontaine
Marine Leduc

Imprimerie

Imprimeria Arta Grafică

Web Master

Marian Grosu

REGARD remercie ses partenaires



GROUPE RENAULT





GLOBAL FINANCE:
«Safest bank in ROMANIA»
2017

UNE RAISON DE PLUS
POUR CROIRE DANS UN AVENIR CERTAIN

TA BANQUE. TON EQUIPE



GRUPE SOCIETE GENERALE

WWW.BRD.RO

